



Panorama de la philanthropie en Europe

Executive summary

Partout en Europe, le secteur des fondations est florissant. Les comportements en matière de dons des particuliers sont en revanche extrêmement disparates, du fait d'une grande diversité des héritages historiques et culturels, des contextes socio-économiques, des modèles étatiques et des cadres fiscaux. Il n'existe pas de portrait-robot du philanthrope ou du donateur européen, ni de modèles dominants.

En comparaison avec les Etats-Unis, le pourcentage de donateurs européens (44%) et le montant total des dons (22,4 milliards d'euros) sont très faibles par rapport aux chiffres américains (95% de donateurs pour 224 milliards d'euros). Les fondations sont en revanche plus nombreuses (130 000 en Europe contre 100 000 aux USA), et surtout plus dynamiques : leur indice de vitalité, soit le ratio dépenses/actifs, est en Europe de 12%, contre 7% aux Etats-Unis.

Tous les Etats européens reconnaissent aujourd'hui le rôle de la philanthropie privée dans l'intervention au bénéfice de l'intérêt général, comme en atteste l'introduction de dispositifs d'incitation fiscale (la Suède est le dernier pays à avoir mis en place un tel dispositif en 2012). L'incitation fiscale encourage les personnes déjà donatrices à augmenter le montant de leur don, plus qu'elle ne favorise l'émergence de nouveaux donateurs. Le système de déductibilité français est particulièrement avantageux pour le donateur, en comparaison de ses voisins européens. Dans plusieurs pays, une part de l'impôt est directement dirigée vers la religion ou vers le secteur caritatif. En Allemagne, la taxe religieuse (*Kirchensteuer*) vient s'ajouter à l'impôt dû, à hauteur de 8 à 9%.

Si certains pays ont une longue tradition philanthropique, le visage des fondations européennes est aujourd'hui avant tout jeune, signe de la progression de la culture philanthropique et effet de l'évolution des cadres juridiques et fiscaux. Les fondations européennes mobilisent souvent des ressources autres que la dotation initiale (collecte, legs...) et fonctionnent pour beaucoup selon un modèle de flux, par opposition au modèle de stock, majoritaire Outre-Atlantique. Le rapport à la capitalisation a évolué : les philanthropes privilégient un rythme de dépense dynamique et un impact social rapide plutôt que l'exigence de pérennité.

Le capital philanthropique européen se caractérise par son hyper-concentration, qui est notamment le fait de très grosses fondations d'entreprises : en Allemagne, la Fondation Robert Bosch concentre 5 milliards d'euros d'actifs. Les fondations allemandes représentent un tiers du total des dépenses des fondations d'Europe. En Italie, les fondations des Caisses d'épargne, créées dans les années 1990, concentrent la moitié du total des actifs philanthropiques italiens, soit 21% du total européen. A l'autre bout du spectre, de nombreuses fondations très faiblement dotées voient aussi le jour en Europe.

Rassemblant la moitié des dons des particuliers d'Europe (11,5 milliards d'euros), le Royaume-Uni semble confirmer l'existence d'un modèle anglo-saxon très engagé en matière de don. Les Britanniques bénéficient notamment de deux dispositifs très incitatifs : *Payroll Giving* et *Gift Aid*.

Les trois domaines qui mobilisent le plus les Européens sont la solidarité internationale, largement financée par les Allemands, les Suisses et les Belges, l'action sociale (France, Espagne) et la religion, qui concentre une grande part de la générosité au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

Outre le don d'argent traditionnel à des organisations et la création de fondations, deux phénomènes structurants en matière de philanthropie, d'autres indicateurs sont intéressants : les loteries nationales rassemblent dans certains pays des sommes colossales (500 millions d'euros aux Pays-Bas ; 800 millions d'euros au Royaume-Uni) et les nouveaux vecteurs du don (événements de collecte ; *crowdfunding*) se développent et font évoluer les comportements et les tendances de la générosité.

PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE

Dix pays étudiés :

Allemagne – Belgique – Espagne – France - Italie – Pays-Bas – Pologne – Royaume-Uni – Suède – Suisse
Ces dix pays représentent 78%¹ de la population de la zone composée de l'UE et de la Suisse, et 86% de son PIB.

Champ de l'étude :

Nous étudions ici la philanthropie sous deux formes principales : **les dons des particuliers** (population donatrice/total des dons/don moyen/causes soutenues), **le secteur des fondations** (nombre et poids économique/modèles/causes soutenues), ainsi que l'ensemble des paramètres de l'environnement de chaque pays susceptibles d'avoir une incidence sur ces deux phénomènes.

CHIFFRES CLÉS

Dons des particuliers en Europe :

% de donateurs (10 pays) : 44,3%
Total dons des particuliers (9 pays) : 24,4 milliards €
Part de ces dons /PIB (9 pays) : 0,2%

Fondations en Europe₂ :

Nombre : 129 975
Dépenses cumulées : 54 milliards €
Actifs cumulés : 433 milliards €
Vitalité (rapport dépenses/actifs) : 12,7 %³
Part de ces dépenses dans le PIB (9 pays) : 0,45%

¹ Eurostat

² Données compilées par DAFNE en septembre 2014. Le nombre de fondations porte sur 19 pays d'Europe ; les actifs et les dépenses sont des estimations pour 13 pays. Notre étude porte sur 10 pays (106 644 fondations).

³ La vitalité et la part des dépenses dans le PIB sont calculées sur la base des 9 pays de l'étude pour lesquels nous disposons de données (pas de données disponibles pour la Pologne).

Sommaire

- I. COMMENT MESURER LA PHILANTHROPIE EN EUROPE ?**
 - A/ Méthodologie et données mobilisées
 - B/ Les pays étudiés, un périmètre représentatif des différents visages de la philanthropie européenne

- II. LA PHILANTHROPIE EUROPÉENNE, UN ACTEUR DE POIDS DANS UN CONTEXTE GLOBAL**
 - A/ L'Europe : une philanthropie qui n'a pas à rougir face à la philanthropie américaine
 - B/ Confiance dans l'avenir et fort potentiel de la philanthropie européenne
 - C/ Réseaux et dynamiques transnationales : un nouvel élan pour la philanthropie européenne

- III. LES DONATEURS EUROPÉENS**
 - A/ Don de temps et don d'argent, des comportements concordants
 - B/ Le contexte fiscal : entre frein et incitation à la générosité
 - C/ Tendances et spécificités nationales
 - D/ Au sein des pays, des disparités géographiques importantes

- IV. LES DONS DES PARTICULIERS : MONTANTS ET TENDANCES**
 - A/ Le poids des générosités nationales
 - B/ Solidarité internationale, action sociale et religion : les causes prioritaires pour les Européens
 - C/ Le poids des dons des particuliers à l'échelle des économies nationales

- V. LES FONDATIONS EN EUROPE**
 - A/ Le remarquable essor des fondations en Europe
 - B/ Les fondations : un tissu européen dense mais inégalement réparti
 - C/ Typologie des fondateurs européens
 - D/ Le capital des fondations : concentration et morcellement
 - E/ Dépenses : la vitalité des fondations européennes

I. COMMENT MESURER LA PHILANTHROPIE EN EUROPE ?

A/ Méthodologie et données mobilisées

La production et l'analyse des données sur la philanthropie en Europe sont très peu développées et harmonisées encore : c'est l'un des premiers constats que la réalisation de cette étude peut dresser. L'un de nos objectifs est précisément de poser un jalon dans ce travail, en compilant des données disponibles dans une dizaine de pays européens, portant sur les principaux champs de la philanthropie : les dons des particuliers et le secteur des fondations.

Les chiffres présentés dans cette étude proviennent de vingt-quatre sources différentes. Si nous avons pu nous appuyer sur une compilation des données concernant les fondations en Europe, un tel travail n'a pas encore été fait pour ce qui est de la mesure de la générosité des particuliers.

Les données portant sur les dons des particuliers comportent la part de la population donatrice dans la population nationale, et le montant global des dons des particuliers. Ces chiffres ont été collectés via des rapports et enquêtes produits aux niveaux nationaux, et parfois affinés lors d'échanges avec les organismes qui les ont diffusés. Ces organismes les ont produits selon différentes méthodes : enquêtes auprès de donateurs et informations déclaratives, extrapolation à partir de données collectées auprès d'un panel d'associations, ou encore données fournies par les autorités fiscales.

Lorsque plusieurs valeurs étaient disponibles pour un même indicateur (en raison notamment de méthodologies différentes), nous avons choisi celles dont la fiabilité était la plus forte et qui présentait la plus grande comparabilité avec celles des autres pays. L'année de référence est 2012, les chiffres plus récents n'étant pas disponibles pour tous les pays, et certains chiffres portent sur 2011 ou sur une période intermédiaire entre 2011 et 2012.

Les données concernant l'activité des fondations sont très comparables, grâce au travail effectué par le *European Foundation Center* (EFC), et en son sein le *Donors and Foundations Network in Europe* (DAFNE) qui rassemble vingt-quatre réseaux nationaux de fondations. En l'absence d'une définition juridiquement commune de ce que recouvre une fondation d'intérêt général, DAFNE propose une définition, acceptée par ses membres, de fondation d'intérêt général ou *Public Benefit Foundation* :

« *[Public benefit foundations are] independent, separately-constituted non-profit bodies with their own established and reliable source of income, usually but not exclusively from an endowment, and their own governing board. They distribute their financial resources for educational, cultural, religious, social or other public-benefit purposes, either by supporting associations, charities, educational institutions or individual; or by operating their own programmes* »⁴.

Sur la base de cette définition, DAFNE a collecté auprès des réseaux nationaux de fondations des données concernant le nombre et le poids économique des fondations (dépenses et actifs). Nous avons actualisé certains de ces chiffres. Là aussi, malgré ce travail essentiel d'harmonisation, la comparabilité des données n'est pas absolue : ces chiffres portent parfois sur des estimations ou des données partielles, et renvoient pour certains pays à des années différentes. Néanmoins, comme pour les dons des particuliers, la netteté avec laquelle se dessinent les principales tendances et les écarts entre les situations nationales nous permet d'alimenter l'analyse. Un travail de comparaison internationale a été réalisé en 2008 par le *European Foundation Center* qui dans le document *Foundations in the European Union, Facts and Figures*, analyse les données récoltées sur les fondations d'un grand nombre de pays d'Europe entre 2003 et 2008. Si nos chiffres sont plus récents, les tendances et observations sont assez proches et nous nous appuyerons à plusieurs reprises sur ce travail.

⁴ Dans plusieurs pays européens, le terme de « fondation » peut également renvoyer à des structures qui, bien que poursuivant un but désintéressé et non lucratif, n'entrent pas dans le cadre de l'intérêt général.

Le détail des sources et des méthodes de collecte des données nationales est présenté à la fin de ce document.

Toutes ces données permettent de comparer le volume et poids de la philanthropie dans les différents pays en valeur absolue, et d'identifier les principaux contributeurs à la philanthropie européenne prise dans son ensemble.

A partir de ces chiffres, nous avons également recalculé un certain nombre de valeurs relatives afin d'estimer le poids de cette philanthropie à l'échelle des pays concernés, et de comparer les situations nationales entre elles : volume des dons ou volume des dépenses des fondations rapportés au PIB national, densité des fondations (nombre de fondations pour 100 000 habitants).

Nous proposons également un indice de vitalité des fondations, qui permet de mesurer le dynamisme du secteur en mettant en regard les deux indicateurs du poids économique des fondations d'un pays : le total des actifs et le total des dépenses.

Ces questions méthodologiques, au-delà de la prudence dans la comparaison des chiffres qu'elles appellent, soulignent la nécessité d'une harmonisation de la collecte de données au niveau européen, notamment dans un contexte de coopération croissante entre les pays en matière de philanthropie.

Les contributions privées aux organismes d'intérêt général : au-delà du don et de l'activité des fondations

L'étude se concentre sur deux aspects traditionnels de l'expression de la générosité : le don des particuliers et l'activité des fondations, car ces vecteurs traditionnels restent centraux dans l'expression et la mesure de la philanthropie, et parce que les données existantes sont disponibles et comparables.

Mais au-delà des dons et des fondations, il existe une palette d'autres ressources privées permettant au secteur associatif de mener à bien ses missions. Parmi les plus importantes, les legs aux organisations philanthropiques, en croissance dans la plupart des pays pour lesquels la donnée est disponible, fournissent une ressource très importante.

Autre ressource essentielle du tiers secteur dans plusieurs pays d'Europe, les loteries nationales (notamment au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne) : alimentées par l'argent des particuliers, récoltées par l'Etat et affectées à l'intérêt général parfois via la création d'une fondation, ces ressources se situent à la frontière public/privé et apportent des financements très conséquents. Aux Pays-Bas, les contributions des six loteries nationales au secteur associatif s'élèvent à près de 500 millions d'euros, soit davantage que les subventions versées par les fondations aux associations⁵. Au Royaume-Uni, les dépenses du Big Lottery Fund (qui ne sont pas comptabilisées dans les présents chiffres et comparaisons) s'élèvent à près de 800 millions d'euros, l'équivalent d'un cinquième des dépenses de toutes les fondations réunies⁶.

Enfin, les nouvelles pratiques de don, que ce soit le financement participatif (*crowdfunding*) ou les événements de collecte (galas, courses...), sont en train de faire évoluer le paysage de la générosité, sans néanmoins que les tendances majeures décrites ici en soient affectées à ce stade. Les mutations des pratiques et des vecteurs seront un sujet d'analyse important pour les prochaines années.

⁵ Chiffres 2011. [Giving in the Netherlands 2013](#), Chaire de Philanthropie de l'Université d'Amsterdam.

⁶ Chiffres 2012/2013. [Giving Trends, Top 300 Foundations, 2014 Report](#), Association of Charitable Foundations.

Le développement des legs en Europe : quelques chiffres encourageants

Bien que les montants ne soient pas toujours connus et que les chiffres disponibles soient souvent construits à partir d'estimations partielles, les données disponibles soulignent l'importance des legs en Europe, dont le poids est loin d'être négligeable. Le développement par les professionnels de la collecte de fonds d'une offre philanthropique dédiée au legs peut laisser penser que ce mode de générosité continuera de croître, suivant la courbe démographique de la population européenne et nourrie par la sensibilité au don des générations les plus âgées.

- Allemagne :

Un Allemand sur dix âgé de plus de 60 ans, soit 10% de cette tranche d'âge (et 30% lorsqu'ils n'ont pas d'enfant) envisagerait de léguer une partie de son patrimoine à une œuvre de charité.⁷ A titre indicatif, en France, les "intentionnistes" représentent environ 4% de cette tranche d'âge.

Montant indicatif des legs (2006) : **5 milliards d'euros⁸, montant proche du total des dons des particuliers.**

Campagne *Mein Erbe tut Gutes* (mon legs fait le bien), menée conjointement par l'Association allemande de *fundraising* et plusieurs organisations caritatives allemandes majeures.

- Royaume-Uni :

2,5 milliards d'euros, montant proche du montant total versé par les fondations au secteur caritatif⁹.

- Italie :

1,1 milliard d'euros¹⁰

- Pays-Bas :

256 millions d'euros¹¹

En augmentation de 9% par rapport à l'année précédente.

- Belgique :

Montant indicatif des legs (2013) : **72 millions d'euros**, en hausse de 38% par rapport à 2012 (soit une hausse plus de trois fois plus importante que celles des dons et du mécénat)¹²

La croissance concerne à la fois les montants totaux, mais aussi le nombre de testaments caritatifs, en hausse de 36% en 2013¹³.

Campagne *Testament.Be*

Une croissance continue : les chiffres de l'administration fiscale belge indiquent une hausse de 40% des legs caritatifs, entre 2006 et 2010.

- Suisse :

32 millions d'euros¹⁴.

⁷ Source : *European Fundraising Association*, à l'occasion du lancement de la campagne *Mein Erbe tut Gutes*

⁸ *Gesellschaftlichen Wandel gestalten Drei Ansätze für mehr Philanthropie in Deutschland*, McKinsey & Company, 2008 : rapport et propositions pour le développement de la philanthropie en Allemagne.

⁹ Chiffres 2012/2013. *Giving Trends, Top 300 Foundations, 2014 Report* (*Association of Charitable Foundations*).

¹⁰ ASSIF (association italienne de fundraising)

¹¹ Chiffres 2011. *Giving in the Netherlands 2013*

¹² Montant concernant 284 associations. Source Fundraisers Forum.

¹³ Fédération des Notaires de Belgique, dans un article *De Morgen, Het Laatste Nieuws* (avril 2014), cité par Fundraisers Forum.

¹⁴ Chiffre calculé en extrapolant à l'ensemble du secteur caritatif suisse, le pourcentage donné pour les organismes Zewo pour 2012. (*Zewo Statistiques des dons 2013*)

B/ Les pays étudiés, un périmètre représentatif des différents visages de la philanthropie européenne

10 pays étudiés :

Allemagne – Belgique – Espagne – France - Italie – Pays-Bas – Pologne – Royaume-Uni – Suède – Suisse.
Ces dix pays représentent 78%¹⁵ de la population de la zone composée de l'UE et de la Suisse, et 86%¹⁶ de son PIB. L'étude couvre ainsi l'expression de la philanthropie pour l'essentiel de la population européenne et permet de donner une indication tangible du poids global de cette philanthropie.

Grande variété des contextes socio-culturels

Héritages culturels, bouleversements historiques, difficultés économiques actuelles, contexte fiscal, conception du rôle de l'individu et de la collectivité, structuration du secteur caritatif, mais aussi professionnalisation des méthodes de la collecte de fonds : la générosité s'exprime en Europe dans une multitude de contextes différents, et il existe autant de visages de la philanthropie européenne que de pays. Pourquoi choisit-on de donner ou non ? Pourquoi soutenir telle cause plutôt qu'une autre ? Pourquoi le don moyen est-il beaucoup plus élevé dans un pays que chez son voisin ? L'étude vise à contextualiser le rapport au don et à la philanthropie dans ces différents pays pour tenter de donner des éléments d'explication face aux écarts constatés dans les chiffres.

Le portrait-robot du donateur européen n'existe pas. Bien au contraire, il existe une grande diversité des profils, des motivations, des pratiques. La philanthropie se mondialise, les échanges s'intensifient et les frontières s'estompent. Mais comme dans d'autres domaines, cette globalisation s'accompagne d'un renforcement des identités et spécificités nationales.

Parmi les pays de l'étude, les différents modèles de société sont la toile de fond, le cadre dans lequel la philanthropie se manifeste et se déploie. L'Allemagne, pays où le secteur des fondations est ancien et très ancré dans la société, la France où la société civile s'est d'abord fortement développée sous sa forme associative, le Royaume-Uni illustrant le modèle anglo-saxon d'une philanthropie faisant partie intégrante de la vie quotidienne, la Suède, pays de culture social démocrate laissant une faible place à l'individu dans la prise en charge de l'intérêt collectif, l'Italie et l'Espagne, pays d'Europe du Sud où l'Etat et les institutions religieuses se sont longtemps partagé l'intérêt général, la Pologne incarnant une philanthropie émergente et dynamique à l'œuvre en Europe Centrale et de l'Est...

Nous verrons que toute tentative de fixer un Etat, une culture, une situation dans un modèle figé semble risquée. Prenons l'exemple de la Suède, modèle social-démocrate d'Etat-Providence où le citoyen bénéficie d'un niveau élevé de protection sociale, de services collectifs variés et nombreux, et d'une redistribution importante et équitable. Ce contexte est généralement présenté comme peu favorable à la philanthropie. Or nous verrons que certains indicateurs nuancent fortement cette causalité apparente.

Malgré le peu de données disponibles, nous avons choisi d'inclure la Pologne dans ce panorama européen, car l'exemple polonais contribue à la diversité des visages de la philanthropie en Europe.

La structuration des pratiques de générosité en Pologne, que ce soit sous la forme des dons des particuliers ou de l'activité des fondations, est un indicateur régional important : dans un contexte de

¹⁵ Total de la population (15 ans et +) des 10 pays concernés = 336.441.297. Total de la population (15 ans et +) de l'Europe des 28 : 425.867.635. Sources Eurostat, chiffres 2012.

¹⁶ Total du PIB des 10 pays concernés = 11.932 milliards d'euros. Total du PIB de l'Europe des 28 = 13.426 milliards d'euros. Sources Eurostat, chiffres 2012.

professionnalisation croissante des métiers de la collecte de fonds, la philanthropie est en pleine croissance en Pologne, à l’instar de ses homologues d’Europe Centrale et de l’Est.

II. LA PHILANTHROPIE EUROPÉENNE, UN ACTEUR DE POIDS DANS UN CONTEXTE GLOBAL

A/ L’Europe : une philanthropie qui n’a pas à rougir face à la philanthropie américaine

Don, générosité privée, philanthropie : ces notions sont souvent associées à la société américaine et à une culture anglo-saxonne où le rapport à la richesse est décomplexé et où l’initiative privée consistant à reverser une part de cette richesse pour le bien commun fait partie intégrante du rapport de l’individu à la société à laquelle il appartient.

Or la naissance de la philanthropie prend sa source sur le continent européen au Moyen-Age, alimentée par la tradition judéo-chrétienne de charité. Sa forme moderne est restée discrète pendant la seconde partie du XXème siècle, période de la généralisation en Europe du modèle d’Etat-Providence, auquel revient la charge d’assurer la protection des citoyens et le développement du bien public, que ce soit en matière de santé, de sécurité sociale ou d’éducation. Discrète mais présente, la philanthropie a alors pris en charge des secteurs complémentaires, comme la culture ou la religion.

Alors que son développement s’est parfois trouvé radicalement interrompu par la Seconde Guerre Mondiale, l’histoire de la philanthropie européenne contemporaine est ancrée dans le contexte de l’Europe d’après-guerre, et connaît un essor remarquable et généralisé depuis deux à trois décennies : alimentée aujourd’hui par la création de richesses qui a rythmé la deuxième moitié du XXème, la philanthropie européenne redessine le rôle des initiatives privées dans le champ public.

Cette philanthropie européenne, prise dans sa globalité, peut-elle soutenir la comparaison avec la philanthropie américaine ?

Europe	USA
Fondations¹⁷ : Nombre : 129 975 Dépenses cumulées : 54 milliards € Actifs cumulés : 433 milliards € Vitalité (rapport dépenses/actifs) : 12,7 % ¹⁸ Part de ces dépenses dans le PIB (9 pays) : 0,45%	Fondations : Nombre ¹⁹ : 104 107 Dépenses cumulées : 71 milliards \$ (soit 53,5 milliards €) Actifs cumulés : 823 milliards \$ Vitalité (rapport dépenses/actifs) : 8,6% Part de ces dépenses dans le PIB : 0,45%
Dons des particuliers : % de donateurs (10 pays) : 44,3% Total dons des particuliers (9 pays) : 24,4 milliards € Part de ces dons /PIB : 0,2%	Dons des particuliers : % de donateurs : 95,4% Total dons des particuliers : 229 milliards \$ ²⁰ Part de ces dons /PIB : 1,5%

¹⁷ Données compilées par DAFNE. Le nombre de fondations porte sur 19 pays d’Europe ; les actifs et les dépenses sont des estimations pour 13 pays.

¹⁸ La vitalité et la part des dépenses dans le PIB sont calculées sur la base des 9 pays de l’étude pour lesquels nous disposons de données (pas de données disponibles pour la Pologne).

¹⁹ Chiffres 2013. *Foundation Center*.

²⁰ Chiffres 2012. *Charitable Giving in America : Some Facts and Figures*. *National Center for Charitable Statistics*

Si l'on compare les données concernant la part de la population donatrice et les montants totaux de la générosité des particuliers, l'Europe fait pâle figure face aux Etats-Unis (Europe²¹ : 44,3% de donateurs, total des dons rapporté au PIB : 0,2% --- USA : 95,4% de donateurs, total des dons rapporté au PIB : 1,5%). Le Royaume-Uni, qui arrive en tête des pays européens pour les indicateurs associés au don (montants totaux et part de la générosité des particuliers/PIB : 0,56% du PIB²², loin devant le reste de l'Europe) reste loin des chiffres américains.

Mais au-delà de ce constat, il est possible d'apporter quelques nuances aux idées reçues sur l'hégémonie américaine en matière de philanthropie. Le total estimé des dépenses engagées par les fondations de neuf pays européens est équivalent à celui de l'ensemble des fondations américaines (54 milliards d'euros pour 9 pays européens - 71 milliards de dollars pour les Etats-Unis, soit 53,5 milliards d'euros²³). En valeur relative (rapportée au PIB), le secteur des fondations d'Europe est de même autant engagé que son homologue américain (0,45%).

Alors même que le patrimoine philanthropique (somme des actifs des fondations) est beaucoup plus conséquent aux Etats-Unis qu'en Europe, l'affectation de cette richesse à des actions d'intérêt général est bien plus dynamique en Europe. L'indice de vitalité des fondations (rapport dépenses/actifs) illustre cela : la moitié des pays européens étudiés, dont la France, présentent un indice de vitalité philanthropique plus élevé que celui des Etats-Unis. Avec un ratio dépenses/actifs de 34%, la France peut ainsi être considérée comme l'un des pays ayant les fondations les plus dynamiques, ce ratio étant quatre fois plus élevé que celui des fondations américaines (8,6%).

Par ailleurs, à l'échelle globale, les signes encourageants sont nombreux quant à l'avenir de la philanthropie européenne dans son ensemble.

B/ Confiance dans l'avenir et fort potentiel de la philanthropie européenne

Plusieurs études soulignent l'essor de la générosité en Europe. Tout d'abord, malgré la conjoncture économique difficile, les organismes collecteurs de fonds européens font preuve d'une certaine confiance dans l'avenir. Dans le rapport « Fundraising in Europe 2013/2014 », publié par la *European Fundraising Association*, les professionnels de la collecte de dix-sept pays européens font état de leurs prévisions pour l'avenir. Alors qu'en 2012, ils n'étaient que 25% à penser que la collecte progresserait, ils étaient 53% à le penser un an plus tard. Ainsi, bien qu'ils identifient la conjoncture économique comme le principal frein à ce développement, ils envisagent avec une confiance mesurée mais croissante l'évolution de la générosité des Européens.

Du côté des grands mécènes, les indicateurs sont également encourageants : la culture de la grande philanthropie européenne est en plein essor. C'est ce qu'indique l'Individual Philanthropic Index, dans lequel BNP Paribas construit avec Forbes Insight un indice philanthropique pour quatre grandes régions du Monde (Etats-Unis, Europe, Moyen-Orient, Asie), sur la base d'une enquête auprès d'individus dont le patrimoine s'élève à plus de cinq millions de dollars. Si cette enquête ne donne pas d'informations sur les

²¹ Moyenne des 10 pays concernés par cette étude pour la population donatrice, et moyenne de 9 pays pour la part de la générosité des particuliers rapportée au PIB.

²² UK Giving 2012 (Charities Aid Foundation/NCVO).

²³ *Nous avons appliqué ici un taux de change euro/dollar moyen pour l'année 2013, année sur laquelle portent ces chiffres. Cette comparaison avec les Etats-Unis serait relativement différente si on appliquait le taux de change actuel, beaucoup plus favorable au dollar. Dans une perspective de comparaison internationale, l'indice de vitalité du secteur des fondations présente l'intérêt de ne pas être dépendant des fluctuations de taux de change.*

montants des dons alloués par ces grands mécènes, elle permet de mesurer la manière dont la grande philanthropie est appréhendée dans ces régions, sur la base de critères tels que l'intention de don, présente et future, la conception de l'engagement philanthropique – notamment sous le prisme de l'innovation et de la mesure de l'impact du don – mais aussi la volonté d'afficher publiquement son geste de don. Selon cet Indice, l'Europe se classe en seconde position derrière les Etats-Unis pour l'ensemble des indicateurs, à l'exception de celui de l'innovation.

S'ils sont encore très peu nombreux à avoir rejoint la communauté du *Giving Pledge* – initiative lancée par Warren Buffet et Bill Gates, encourageant les plus fortunés à consacrer au moins la moitié de leur patrimoine à des causes d'intérêt général, et à l'annoncer publiquement – les riches Européens affichent de plus en plus leurs gestes de mécénat, et souhaitent jouer un rôle de premier plan face aux défis majeurs des sociétés d'Europe en s'engageant dans la durée.

Bien que cet essor soit encore discret dans de nombreux pays d'Europe, où l'un des freins principaux demeure la peur de susciter une certaine forme de suspicion, le potentiel de la très grande générosité est considérable. Citons le Royaume-Uni, où pourtant l'affichage de la grande philanthropie est assumé (le *Sunday Times Giving List* publie le classement des plus grands philanthropes britanniques, à l'instar du classement établi par Forbes aux Etats-Unis) : on considère que les 10% les plus riches ne représentent encore qu'un peu plus de 20% des dons, alors qu'ils possèdent plus de 50% des richesses.²⁴

Quelques exemples de grands philanthropes européens qui ont rendu leur soutien public : Diego de la Valle, président italien du groupe de maroquinerie Tod's, qui a versé 25 millions d'euros pour la restauration des colonnes du Colisée à Rome, ou encore Hasso Plattner, homme d'affaire allemand, qui a fait fortune en co-fondant le groupe informatique SAP, qui s'engage durablement dans de nombreux projets philanthropiques à grande échelle, et a notamment financé à hauteur de 200 millions d'euros la création d'un Institut d'ingénierie informatique présent en Allemagne et en Californie.

C/ Réseaux et dynamiques transnationales : un nouvel élan pour la philanthropie européenne

Enfin, on peut souligner que si la philanthropie s'exprime de manière distincte dans chacun des pays, l'efficace mise en réseau des acteurs européens que ce soit dans le secteur de la collecte de fonds ou celui du mécénat ne peut que renforcer le poids et le rayonnement futur de la générosité des Européens, à titre individuel ou dans le cadre de l'activité des fondations.

Les principaux réseaux de la philanthropie européenne :

- ✓ Dans le champ de la collecte de fonds, la *European Fundraising Association* rassemble les plateformes nationales de collecte de fonds de dix-neuf pays européens.
- ✓ Dans le champ des fondations, le *European Foundation Center* rassemble plus de 200 acteurs majeurs du mécénat en Europe. En son sein, le *Donors and Foundations Network in Europe* (DAFNE) réunit les plateformes nationales de fondations.

Exemples de dynamiques transnationales :

- ✓ Projet de création d'un statut européen de fondation.

²⁴ [Richer Lives: why rich people give](#), Theresa Lloyd and Beth Breeze, 2013.

- ✓ Susciter les collaborations concrètes comme le fait le *Network of European Foundations* (NEF) en rassemblant des fondations au sein de projets opérationnels d'envergure internationale.
- ✓ Engager certaines des plus grandes fondations européennes dans un projet coordonné intitulé *The New Pact for Europe*, qui promeut le débat et propose la vision stratégique des acteurs philanthropiques quant au futur de l'Europe
- ✓ Associer les compétences au sein de réseaux thématiques, comme la *European Venture Philanthropy Association*, qui réunit les organisations européennes (et notamment les fondations) engagées dans le champ de la *Venture Philanthropy*.

Faciliter les flux du capital philanthropique européen :

Au-delà des réseaux d'acteurs et du partage de connaissances, la dynamique de développement européen de la philanthropie concerne également les dons eux-mêmes, par le biais du dispositif *Trans National Giving Europe*. Grâce à un partenariat entre fondations majeures à travers l'Europe, les donateurs (particuliers et entreprises) de dix-sept pays européens peuvent bénéficier des avantages fiscaux de leur pays de résidence lorsqu'ils soutiennent un organisme d'intérêt général de l'un de ces autres pays.

III. LES DONATEURS EUROPÉENS

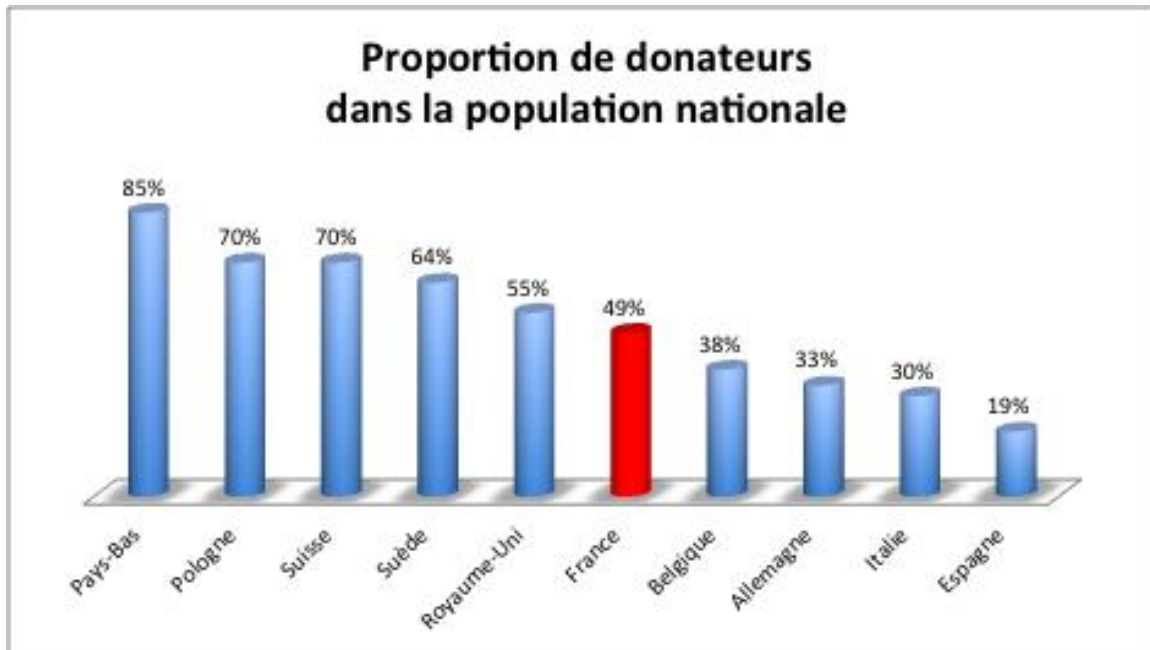
Qui sont les donateurs européens ? Quels pays comportent la plus grande proportion de donateurs ? A l'échelle de l'Europe, quels sont les pays qui contribuent le plus à la population donatrice dans son ensemble ? Quels éléments de contexte peuvent expliquer les écarts importants entre les situations nationales ?

Le nombre de donateurs et le pourcentage qu'il représente à l'échelle de la population d'un pays est un premier indicateur intéressant pour évaluer la philanthropie et comparer les situations nationales entre elles. Ces données sont disponibles pour l'ensemble des pays étudiés, mais elles sont à prendre avec précaution. Basées sur des enquêtes, elles n'ont qu'une valeur déclarative. Nous avons constaté que dans plusieurs cas, rapprocher ce chiffre des montants des dons des particuliers et du don moyen présentait des incohérences. A cela, plusieurs explications, notamment la fluctuation des données selon les sources et les méthodes utilisées pour les collecter, et une propension à se déclarer donateur qui peut être biaisée (lorsqu'un couple fait régulièrement des dons à des associations, les deux personnes se perçoivent-elles comme donatrices ?).

Cependant, si elles sont parfois difficiles à rapprocher mathématiquement des autres indicateurs de dons, les proportions de donateurs dans chaque pays sont des valeurs qui peuvent être comparées entre elles, et les écarts entre les pays sont assez significatifs pour que l'on puisse analyser certaines tendances.

A travers ces pourcentages se dessine la manière dont, au sein des différents pays, les Européens choisissent ou non de contribuer économiquement à l'intérêt général. Donner, c'est choisir une cause, un organisme, un bénéficiaire. C'est contribuer à une dynamique de nature privée et désintéressée pour le bien du plus grand nombre. Mais c'est aussi et avant tout décider, à travers le fait de devenir donateur, que la caractérisation même de ce que doit être l'intérêt général n'est pas uniquement du ressort des

institutions publiques, et qu'il est possible d'apporter son regard personnel à cette définition et à sa mise en oeuvre.



Données sur la base de sondages réalisés dans chacun des pays. Sources en annexe.

Les pays qui comptent la plus grande proportion de donateurs sont les Pays-Bas, la Suisse, la Pologne et la Suède. Les pays d'Europe du Nord occupent le haut du classement, et les pays d'Europe du Sud (Italie et Espagne) ferment la marche, l'Espagne présentant un taux très bas en regard des autres : 19%.

La France arrive en 6^{ème} position avec 49% de donateurs, valeur qui la place cependant au-dessus de la proportion moyenne de donateurs pour l'ensemble des dix pays²⁵ (44%).

Il est intéressant de noter la place occupée par le Royaume-Uni, en 5^{ème} position, précédant la France de seulement 6 points.

Si ces pourcentages ne présagent en rien des montants des dons dans les pays concernés, comme nous le verrons plus bas, ils donnent un aperçu intéressant de la manière qu'ont les Européens de se sentir ou non chargés de contribuer volontairement au bien commun, quelle qu'en soit la raison : sentiment de devoir social, volonté de soutenir une cause particulière, engagement auprès du secteur associatif...

Aux Pays-Bas, tous philanthropes

Qu'il s'agisse des particuliers ou des fondations, de nombreux indicateurs concordent²⁶ : générosité et mécénat font partie intégrante de la société néerlandaise, à la fois en termes de comportement individuel (85% des Hollandais sont donateurs, 1^{er} rang européen des pays étudiés), et de contribution économique au bien commun (rapportés au PIB, le total des dons est le deuxième plus important d'Europe et les dépenses des fondations sont les plus importantes d'Europe).

Par ailleurs, les entreprises néerlandaises ne sont pas en reste : 71% d'entre elles sont donatrices, et le

²⁵ En tenant compte du poids démographique de chaque pays. Population de plus de 15 ans (sources Eurostat)

²⁶ [Giving in the Netherlands 2013](#)

volume du mécénat des entreprises a plusieurs fois dépassé le volume des dons de particuliers dans les 15 dernières années, ce qui est une situation remarquable en Europe.

A/ Don de temps et don d'argent, des comportements concordants

Aux Pays-Bas et en Suède, le secteur associatif est très structuré et professionnalisé. Dans ces pays, l'engagement citoyen passe traditionnellement par le don de temps et la participation à des activités bénévoles (50% des Suédois consacrent en moyenne 16h par mois au bénévolat²⁷. Aux Pays-Bas, ce sont 38% de la population qui consacrent une moyenne de 21h par mois à ces activités bénévoles²⁸). La grande proportion de donateurs dans ces deux pays montre que bénévolat et don ne sont pas deux formes d'engagement antinomiques, au contraire²⁹.

En revanche, en Allemagne, autre pays où le bénévolat est très développé et encouragé par le gouvernement, on ne retrouve pas cette corrélation don de temps/don d'argent. Plus de 70% d'Allemands s'engagent bénévolement, et ils sont 36% à participer à des actions de volontariat à long terme³⁰, tandis que la proportion de donateurs est parmi les plus basses d'Europe (33%). Nous verrons dans la rubrique suivante que le contexte fiscal - et en particulier la taxe religieuse allemande - n'est pas étranger à ce faible taux de donateurs.

B/ Le contexte fiscal : entre frein et incitation à la générosité

➤ **Encourager la générosité par des incitations fiscales**

Il est remarquable que dans l'ensemble des pays étudiés, l'Etat propose un avantage fiscal aux donateurs, reconnaissant ainsi l'initiative privée et l'expression individuelle de l'engagement au bénéfice de l'intérêt général. Si un tel système existe au Royaume-Uni depuis les années 1920, le dernier pays à avoir mis en place une incitation fiscale à la philanthropie est la Suède, en 2012.

Il est difficile de comparer ces systèmes d'incitation fiscale entre eux (notamment lorsqu'il est question de déduction et non de réduction d'impôt) mais leur incidence semble se situer davantage au niveau des montants versés que du choix de donner ou non : en France et au Royaume-Uni, pays ayant des systèmes fiscaux plus incitatifs qu'ailleurs, la proportion de la population donatrice reste moyenne, alors que les montants moyens des dons sont les plus hauts d'Europe.

²⁷ FRII (Frivilligorganisationernas Insamlingsråd - Swedish Fundraising Council)

²⁸ Giving in the Netherlands 2013

²⁹ A titre de comparaison, la proportion de bénévoles n'est que de 17% en France (Baromètre de la confiance, 2013) et se situe entre 11 et 15% en Belgique (Le Soir, « Plus d'un millions de Belges sont bénévoles », déc 2012)

³⁰ Gesellschaftlichen Wandel gestalten Drei Ansätze für mehr Philanthropie in Deutschland, McKinsey & Company, 2008

Les incitations fiscales au don en Europe³¹

Deux types de dispositifs :

La déduction fiscale : le montant des dons est déduit du revenu imposable

C'est le dispositif en vigueur au Royaume-Uni, en Suisse, en Allemagne, en Italie (bien qu'il y ait des variantes selon le type de bénéficiaires), aux Pays-Bas, en Pologne et en Suède.

Cette déduction est plafonnée, selon des niveaux qui varient selon les pays.

Le Royaume-Uni présente un système particulier de déduction fiscale, notamment à travers les systèmes de *Gift Aid* et *Payroll Giving*.

La réduction fiscale : un crédit d'impôt est accordé, d'un montant équivalent à une portion du montant du don

C'est le dispositif en vigueur en Belgique, France et Espagne.

La France présente le taux le plus haut (66% du montant du don, contre 45% en Belgique et 25% en Espagne) et le moins plafonné (limité à 20% du revenu imposable, contre 10% en Belgique et en Espagne).

➤ **La pression fiscale, un frein à la générosité**

Dans la plupart des pays où l'impôt est élevé, on constate que la part de la population donatrice est plus faible. France, Belgique et Italie, où les recettes fiscales dépassent 40% du PIB, se situent en deuxième moitié du classement : dans la majorité des pays où l'on contribue fortement au bien public à travers des prélèvements fiscaux élevés, plus de la moitié de la population choisit de ne pas donner.

Cette tendance est révélatrice d'une interprétation de la répartition des rôles entre individu et Etat : un Etat fort, qui engage des dépenses publiques élevées, alimentées par des contributions fiscales importantes, est garant de l'affectation de l'impôt à l'intérêt général, et le citoyen est alors moins enclin à participer à la prise en charge des problématiques de société.

Dans le contexte économique actuel qui a induit un renforcement de la pression fiscale, la part de l'impôt ayant augmenté de façon significative, les individus ont des choix à faire sur la part qu'il leur reste.

La Suède fait réellement figure d'exception puisqu'elle présente à la fois le taux maximal d'impôt sur le revenu le plus élevé (57%) et le taux de dépenses publiques le plus élevé avec la France (52%), mais compte malgré cela 64% de donateurs parmi sa population.

➤ **L'affectation directe de l'impôt à l'intérêt général**

L'affectation directe de l'impôt est un dispositif présent dans au moins six pays européens (Allemagne, Italie, Espagne, Suède, Suisse et Pologne), mais absent en France. Dans ces pays, l'impôt lui-même peut être redirigé vers une cause ou un organisme d'intérêt général. Dans la majorité des cas, il s'agit d'une fraction de l'impôt dû (1% en Pologne, 5 pour mille en Italie...) que le contribuable peut choisir de destiner non pas à l'Etat mais à la cause de son choix. Fréquemment il s'agit d'une taxe religieuse, mais dans certains cas, cela peut également bénéficier au secteur associatif. Le cas le plus connu est celui de l'Allemagne, où la taxe religieuse, le *Kirchensteuer*, vient s'ajouter à l'impôt initial à des taux très élevés (supplément d'impôt de 8 à 9%).

Lorsqu'ils choisissent déjà de diriger une fraction de leur impôt vers le secteur associatif, le comportement des donateurs semble en être influencé : cette affectation fiscale directe, même si elle ne représente, dans la plupart des cas, pas de dépense supplémentaire, donnerait au contribuable le sentiment d'avoir déjà exprimé une générosité individuelle dédiée. En effet, les trois derniers pays du

³¹ [Legal and fiscal country profiles](#), *European Foundation Center*

classement des pourcentages de donateurs dans la population pratiquent ce type de prélèvement. La taxe allemande, qui représente une pression fiscale lourde, pourrait expliquer une proportion de donateurs relativement faible (33%). Nous verrons que la religion est la première cause soutenue par les donateurs dans plusieurs pays européens, notamment aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, où elle recueille respectivement 40% et 17% du montant total des dons. Si au moins une partie de ces dons aux œuvres religieuses transitait par l'impôt, la proportion de donateurs en serait certainement amoindrie.

Pays où une part de l'impôt peut ou doit être affectée à l'Eglise ou au secteur associatif³²

-Allemagne

Protestants et Catholiques s'acquittent d'une taxe religieuse obligatoire, comprise entre 8 et 9%, qui vient s'ajouter à l'impôt sur le revenu. En 2012, la somme collectée rien que par l'Eglise catholique, soit 5,2 milliards d'euros, dépasse le montant total des dons des particuliers au secteur caritatif.

-Italie

Les contribuables italiens ont plusieurs options, qui peuvent être combinées.

Une fraction de leur impôt, équivalente à « 8 pour mille » peut être versée à une institution religieuse, catholique, protestante ou juive.

Une autre fraction, « 5 pour mille » peut être destinée au secteur associatif. Grâce à ce dispositif, l'Etat reverse plus de 400 millions d'euros par an.

-Espagne

Les Espagnols ont le choix d'affecter environ 5 pour mille de leur impôt à l'Eglise catholique ou à une organisation caritative.

-Suède

Un impôt religieux s'élève à environ 1% de l'impôt dû.

-Suisse

Un impôt religieux existe dans de nombreux cantons. Parfois il s'agit d'une fraction de l'impôt déjà dû, parfois d'une taxe supplémentaire.

-Pologne

57% des Polonais ont adhéré volontairement³³ à un dispositif permettant d'affecter 1% de leur impôt à l'organisme de leur choix, ce qui représente l'une des sources de revenus les plus importantes pour le secteur. Ce dispositif existe depuis 2004 et une part croissante de Polonais choisit d'y souscrire chaque année.

La méfiance, un frein à la philanthropie

Choisir de donner, c'est faire confiance à un organisme et au fonctionnement du secteur caritatif de manière générale. Cette confiance, si elle n'est jamais définitivement acquise, peut néanmoins être partagée par la majorité. C'est le cas par exemple de la France, où 52%³⁴ des personnes indiquent faire confiance aux associations et fondations les sollicitant. En revanche, ailleurs, la méfiance peut prédominer, comme en Espagne, où seuls 33% de la population ont confiance dans le secteur. Dans ce pays où le développement du tiers secteur a été tardif, la générosité et solidarité s'expriment traditionnellement davantage au sein des réseaux familiaux, tandis que le bien commun est confié à l'Etat et à l'institution religieuse.

³² *Pew Research Center. 2014*

³³ Données du Ministère des Finances polonais, transmises par *Polskie Stowarzyszenie Fundraisingu*, l'Association polonaise de fundraising

³⁴ Baromètre de la confiance 2013, TNS/Comité de la Charte

C/ Tendances et spécificités nationales

Près d'un donateur européen sur cinq est français

Le nombre total estimé pour l'ensemble des dix pays du périmètre étudié s'élèverait à près de **149 millions de donateurs**³⁵, soit **44,3% de la population** totale concernée. Cette estimation s'appuie sur des données qui n'ont qu'une valeur déclarative et doit donc être considérée avec prudence. Dans plusieurs cas, elle ne peut être rapprochée mathématiquement du montant des dons³⁶, mais elle présente néanmoins une valeur indicative intéressante.

Le pays pourvoyant le plus grand nombre de donateurs est le Royaume-Uni avec une population donatrice estimée à près de 28 millions.

La France est le deuxième pays en nombre de donateurs avec une population donatrice estimée à plus de 25 millions.

L'Allemagne et la Pologne arrivent ensuite, avec un nombre de donateurs estimés assez proche, autour de 23 millions.

Ainsi, sur la zone étudiée, un donateur sur cinq est anglais, près d'un donateur sur cinq est français, et près d'un donateur sur six est Polonais.

Ces quatre pays, Royaume-Uni, France, Allemagne et Pologne rassemblent à eux seuls 68% des donateurs du périmètre.

Ces chiffres bruts ne donnent pas d'indication sur le niveau de générosité des individus, mais il est intéressant de les mettre en perspective avec les secteurs de l'intérêt général que les donateurs privilégient, et tenter ainsi de déterminer quelles sont les causes qui suscitent le geste de don chez le plus grand nombre de personnes en Europe.

Un engagement citoyen fort en Pologne

La place occupée par la Pologne est remarquable. Alors même qu'une importante et croissante part de la population opte pour l'affectation d'1% de leur impôt à un organisme d'intérêt général, les Polonais sont par ailleurs 70% à se déclarer donateurs, l'une des proportions les plus élevées d'Europe³⁷. On constate ainsi une très forte mobilisation des Polonais qui se montrent enclins à soutenir l'intérêt général, dans un pays où la culture de générosité privée est relativement récente. Le jeune secteur philanthropique polonais connaît un essor et une structuration professionnelle réels et rapides et bénéficie de l'assouplissement du cadre légal de la collecte de fonds³⁸. Créée en 2006, l'association polonaise des *fundraisers* a ainsi déjà formé plus de 5 000 personnes aux techniques de la collecte de fonds, et dénombre au moins 300 *fundraisers* professionnels. Ce dynamisme se nourrit d'échanges internationaux et du soutien des professionnels d'autres pays³⁹.

Cet essor structuré de la philanthropie polonaise est l'indicateur d'une dynamique régionale coordonnée, comme l'illustre la mise en réseau des professionnels de la collecte dans les pays d'Europe Centrale et Orientale à l'occasion d'une conférence annuelle (*Central and Eastern European Fundraising Conference*).

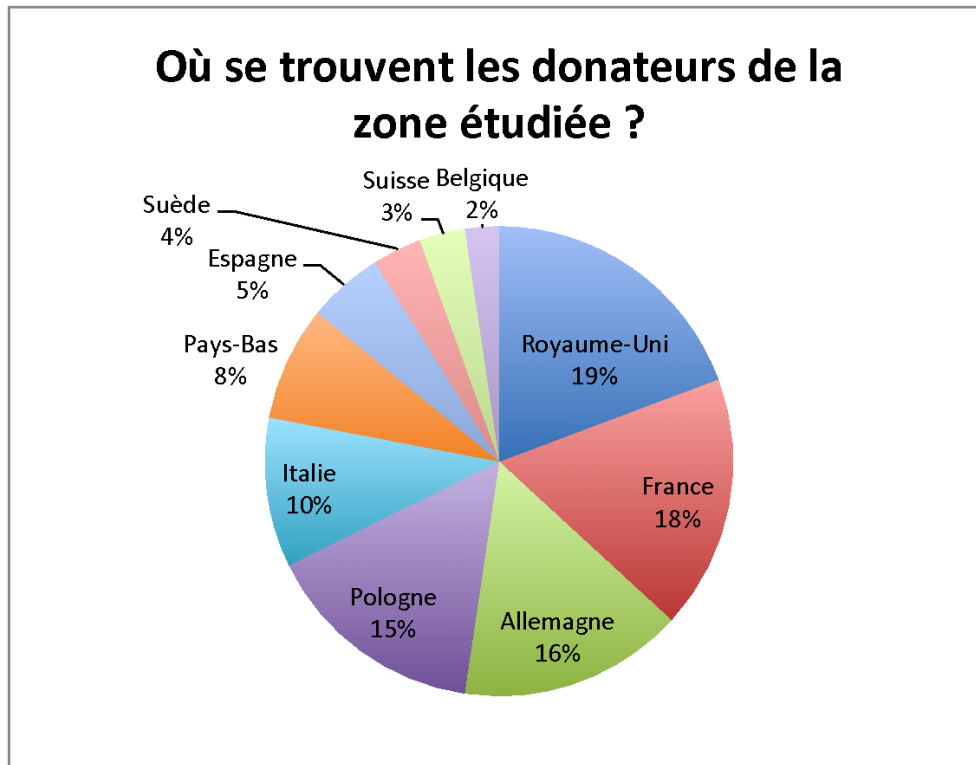
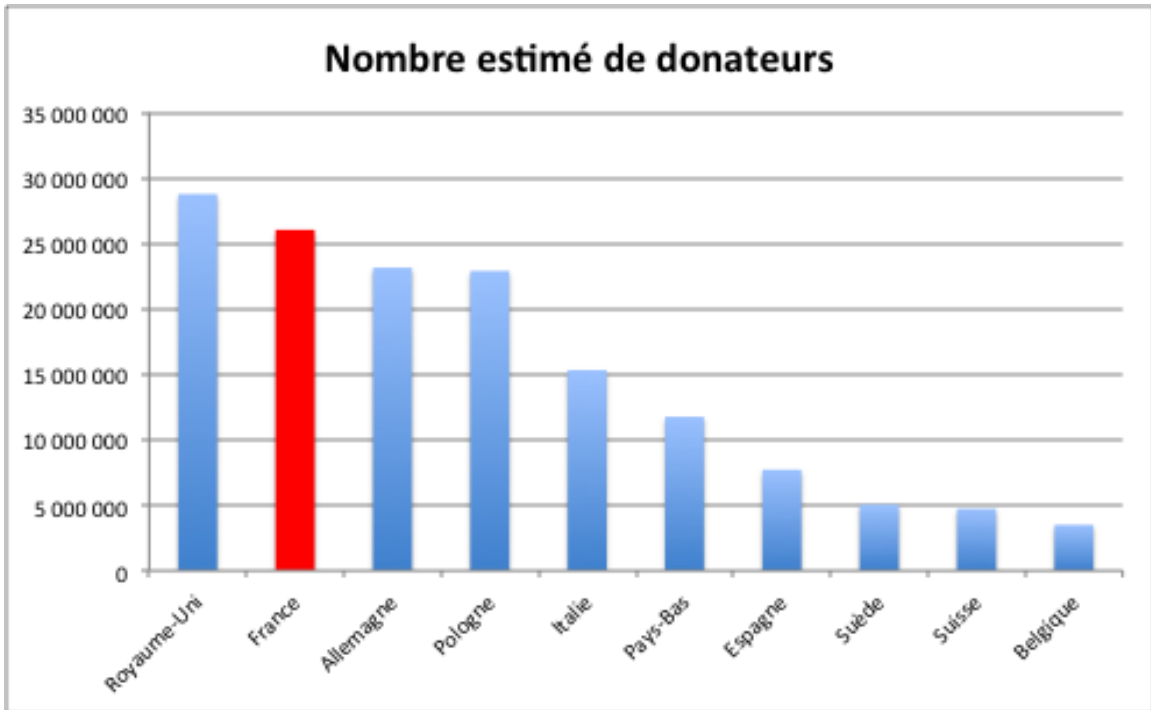
³⁵ En appliquant à la population de plus de 15 ans des différents pays la proportion de donateurs déclarés.

³⁶ Prenons l'exemple de la France : les montants des dons (montant total et don moyen) par foyer sont tirés des chiffres déclarés à l'administration fiscale, tandis que la population donatrice est estimée à partir d'un sondage dans lequel sont considérés comme donateurs ceux qui donnent "plusieurs fois par an", "environ une fois par an", mais aussi "tous les deux-trois ans".

³⁷ Chiffre 2012, fourni par l'association Klon/Jawor, qui réalise un sondage annuel avec l'Institut Millward Brown : les 70% portent bien sur le fait de donner directement à une association, et non via l'option d'affectation d'impôt.

³⁸ Avec notamment l'abrogation en 2014 d'une loi qui imposait l'obtention d'un permis par les associations souhaitant collecter auprès du grand public. Aujourd'hui, une simple déclaration suffit. (source *European Fundraising Association*)

³⁹ Notamment via un partenariat avec l'association allemande de *fundraising*, et l'organisation d'une conférence internationale sur la collecte de fonds. (source *European Fundraising Association*)



La population donatrice : quelles tendances dans la durée ?

Il est intéressant de remarquer que la part de la population donatrice croît dans certains pays et baisse dans certains autres⁴⁰. Effet de la crise ? Conséquence de la structure démographique ? Renforcement des méthodes de collecte de fonds ? Nous verrons que ces évolutions affectent le total des dons aux niveaux nationaux. Alors que l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Pologne ainsi que la France dans une plus faible mesure, voient leurs populations donatrices croître, l'Italie et le Royaume-Uni voient à l'inverse le nombre de leurs donateurs se réduire depuis plusieurs années.

D/ Au sein des pays, des disparités géographiques importantes

Il est à noter que derrière ces proportions à l'échelle nationale se dessinent parfois des disparités géographiques marquées, qui peuvent être expliquées par le contexte historique, culturel ou politique.

Quelques exemples :

- En Allemagne, l'Ouest compte 37% de donateurs, alors que l'Est n'en compte que 27%⁴¹.
- En Suisse, la proportion de donateurs est équilibrée entre Suisse romande et Suisse alémanique, mais le don moyen est beaucoup plus élevé en Suisse alémanique (430 FCH pour 2012), qu'en Suisse romande (217 FCH pour 2012)⁴².
- Au Royaume-Uni, on constate des disparités variables selon que l'on considère le nombre de donateurs ou le don moyen : l'Irlande du Nord est la région la plus généreuse en terme de population donatrice, tandis que les Ecossais donnent des montants plus importants que les Anglais, dont les revenus sont pourtant plus élevés.
- En France également, on constate quelques disparités régionales. On observe en effet une plus forte proportion de donateurs dans l'Est (notamment en Alsace et dans le Doubs) et dans l'Ouest de la région parisienne, alors que les proportions de donateurs les plus faibles sont constatées en Corse et Seine-Saint Denis⁴³.

⁴⁰ Sources : voir annexe.

⁴¹ Deutscher Spendenmonitor 2011, TNS/Infratest.

⁴² Spendenmonitor, GFS Zürich.

⁴³ Chiffres 2012. Baromètre de la générosité 2014, France Générosités-Cerphi.

IV. LES DONS DES PARTICULIERS : MONTANTS ET TENDANCES

A/ Le poids des générosités nationales

La philanthropie des particuliers : près de 25 milliards d'euros de dons

Pour l'ensemble de la zone étudiée (hors Pologne, pour laquelle la donnée n'est pas disponible), le montant total de la philanthropie exprimée sous la forme des dons des particuliers s'élève à plus de 24,4 milliards d'euros.

Précisions sur les données utilisées :

Les données concernant le total des dons dans les différents pays ont été collectées selon des méthodes différentes. Lorsque plusieurs chiffres étaient disponibles, nous avons opté pour ceux qui étaient construits selon les méthodes les plus solides, et fournis par les organismes faisant référence dans ces pays (détail des sources en annexe).

Les différentes méthodes utilisées pour estimer le total des dons à l'échelle d'un pays :

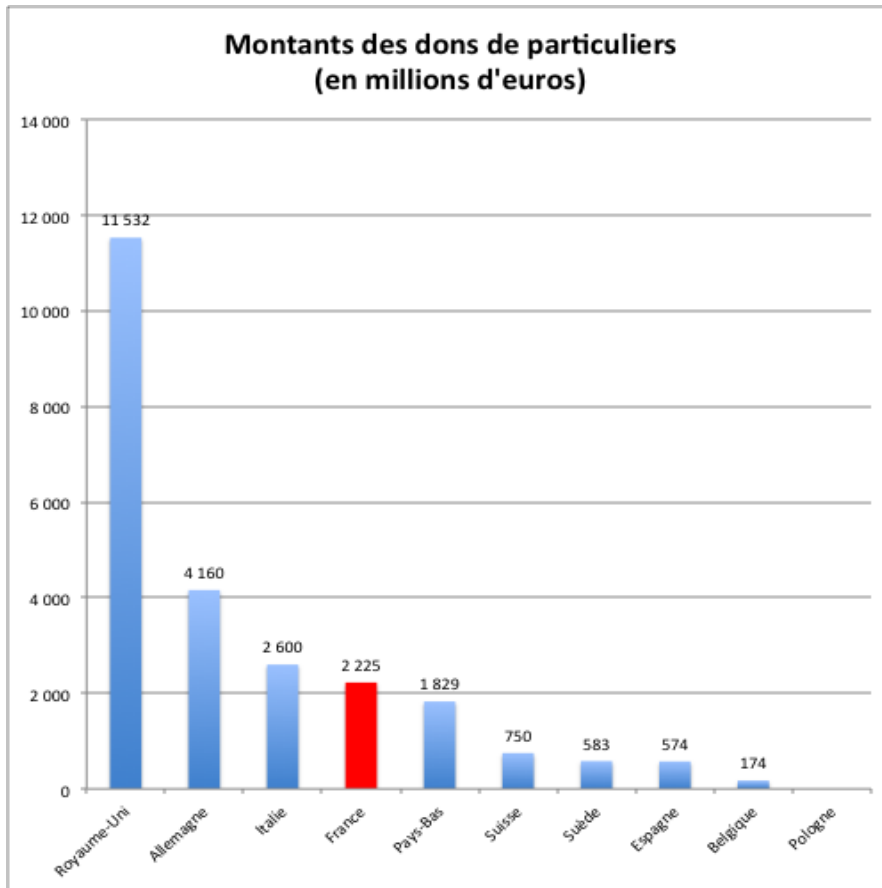
- une extrapolation à partir de sondages auprès de donateurs : Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas
- les chiffres fournis par les administrations fiscales (dons indiqués dans les déclarations d'impôts) : Belgique, France
- les chiffres de collecte issus des comptes des associations (Suède), parfois extrapolés par nous à l'ensemble du secteur (Suisse, sur la base des dons récoltés par les organismes titulaires du label Zewo)

Pour quatre pays au moins, ces montants totaux semblent sous-évalués :

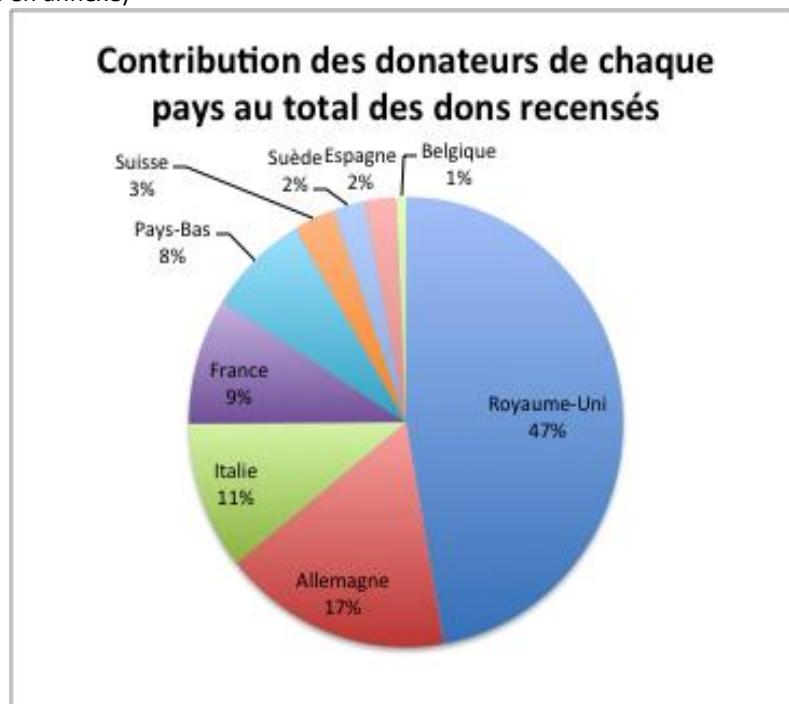
- L'Allemagne, car le total ne tient pas compte des dons de plus de 2 500€.
- La Suède, car le total tient uniquement compte des organismes possédant un statut particulier – *90-account* – et de ce fait n'inclut pas la collecte des musées, hôpitaux...
- La France et la Belgique, car les chiffres sont tirés des données réelles des déclarations fiscales, qui ne tiennent donc compte que des dons déclarés. Pour la Belgique par ex, les contributions annuelles de moins de 40 € n'ouvrent pas lieu à une déduction fiscale.

Selon certaines estimations, la France passerait devant l'Italie.

Le chiffre de la générosité des particuliers fourni par l'association italienne de *fundraising*, ASSIF, incluait les legs (1,1 milliard d'euros). Dans un souci de comparabilité, nous avons soustrait les legs du total des dons.



(sources en annexe)



NB : absence de données pour la Pologne

Observatoire de la Fondation de France / CERPhi – Avril 2015

Le Royaume-Uni, premier contributeur de la philanthropie individuelle en Europe

Les trois pays dont les donateurs particuliers contribuent le plus au total des dons recensés dans le périmètre étudié sont le Royaume-Uni, qui contribue à près de la moitié du total des dons européens l'Allemagne et l'Italie.

Les dons français occupent la 4ème position de ce classement et représentent environ 9% du total des dons européens.

Le Royaume-Uni, le pays du don

Un donateur sur cinq est britannique, première nationalité parmi les donateurs européens.

En valeur absolue, le Royaume-Uni est très largement le premier contributeur de la générosité individuelle européenne : alors même que le total des dons collectés dans ce pays est en forte baisse et connaît sa valeur la plus basse depuis 2004, les donateurs britanniques contribuent à hauteur de 11,5 milliards d'euros⁴⁴, soit près de la moitié du total des dons européens (24,4 milliards d'euros).

Cette première place sur le podium de la générosité européenne est corroborée par la valeur relative de la générosité des particuliers (rapport du volume des dons au PIB), là aussi loin devant les pays suivants. Le don moyen (402€) y est aussi le plus haut d'Europe, en valeur absolue et rapporté au PIB/habitant.

Dans la culture anglo-saxonne, la philanthropie est une pratique généralisée, quotidienne : le don est un acte de reconnaissance sociale, volontiers affiché, et non pas intime et personnel comme il peut l'être en France. Cette culture du don y est d'ailleurs inculquée dès le plus jeune âge, de façon souvent festive et ludique. On peut souligner la structuration des métiers de la collecte de fonds au Royaume-Uni et la grande diversité des méthodes de don offertes aux Britanniques (Payroll Giving, Gift Aid,...).

Cependant, on peut apporter quelques nuances à cette prépondérance de la générosité britannique :

- La proportion de Britanniques donateurs est en déclin, et à un niveau moyen à l'échelle européenne.
- Le Royaume-Uni se démarque par le volume des dons des particuliers, à la fois en valeur absolue et rapportée au PIB, mais la part des dépenses de ses fondations relativement au PIB est la plus basse du périmètre (0,14%). En mettant en perspective le poids relatif des dons des particuliers et de l'activité des fondations, on note la similitude de la situation britannique avec celle des Etats-Unis : celle d'un paysage de la philanthropie nettement plus pris en charge par les dons des individus que par le secteur des fondations, alors que dans l'ensemble des autres pays d'Europe, le poids de l'activité des fondations est bien plus important que celui des dons de particuliers.

⁴⁴ [UK Giving 2012](#), Charities Aid Foundation/NCVO.

B/ Solidarité internationale, action sociale et religion : les causes prioritaires pour les Européens

Trois domaines d'intervention arrivent en première position des causes soutenues dans les différents pays (en montant des dons), dessinant des conceptions différentes de la solidarité.

Pour les Allemands, les Belges et les Suisses, l'aide internationale et humanitaire est la priorité. 74% du total des dons allemands, 61% des dons belges, et 43% des dons suisses y sont consacrés.

Ailleurs en Europe, et notamment en France, les solidarités nationales priment : les donateurs français et espagnols affectent avant tout leurs dons à la prise en charge de leurs concitoyens les plus vulnérables. En France, 37% des dons sont destinés à des initiatives d'aide sociale, tandis que la lutte contre la pauvreté et les programmes destinés à l'enfance sont les principales préoccupations des donateurs espagnols.

Dans deux pays, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, la religion est la première cause soutenue par la philanthropie individuelle. Aux Pays-Bas, ce sont 40% des montants de la générosité des particuliers qui lui sont destinés.

Précisons néanmoins que si elles ne rassemblent pas les montants les plus importants, les questions de santé touchent un très grand nombre de donateurs. Aux Pays-Bas et Royaume-Uni par exemple, la santé, la recherche médicale ou le soutien aux hôpitaux mobilisent le plus grand nombre de donateurs.

Les grands bénéficiaires des dons des Européens

Il n'est pas possible d'estimer la répartition par domaine du total des dons européens. En revanche, en tenant compte du volume des dons des différents pays et du poids des causes prioritaires choisies par leurs donateurs, on peut en déduire par exemple qu'à l'échelle de l'Europe :

- les organismes religieux britanniques recueillent près d'un euro donné en Europe sur douze
- les organismes humanitaires allemands oeuvrant à l'international reçoivent également près d'un euro donné en Europe sur douze

Croissance ou déclin, des tendances contrastées de la générosité en Europe

Il est frappant de constater que l'évolution de la générosité des particuliers suit des tendances très différentes selon les pays, évolutions qui ne sont pas le seul fait de la crise économique.

Les dons belges, allemands et français sont en croissance :

- La générosité des Belges atteint des niveaux records depuis plusieurs années : c'est la hausse tendancielle du nombre de donateurs et non le montant moyen qui explique cette croissance⁴⁵.
- Si le volume des dons allemands connaît une baisse depuis 2010, il est globalement en hausse depuis 2006.⁴⁶
- La France fait également partie des pays qui voient la générosité des individus augmenter⁴⁷.

Les dons espagnols, hollandais et britanniques sont en déclin :

- bien que la proportion de donateurs ait tendance à augmenter, le total des dons espagnols est en chute

⁴⁵ Chiffres 2012. Indicateurs de la générosité des Belges. Institut de Développement Durable, 2014.

⁴⁶ Der Deutsche Spendenrat eV. Collectif des organisations de collecte, étude confiée à l'organisme GfK.

⁴⁷ Chiffres 2012. Baromètre de la générosité 2014, France Générosités-Cerphi. Observatoire de la Fondation de France / CERPhi – Avril 2015

marquée (-47% en 8 ans), essentiellement du fait de la forte baisse de la contribution moyenne par donateur⁴⁸.

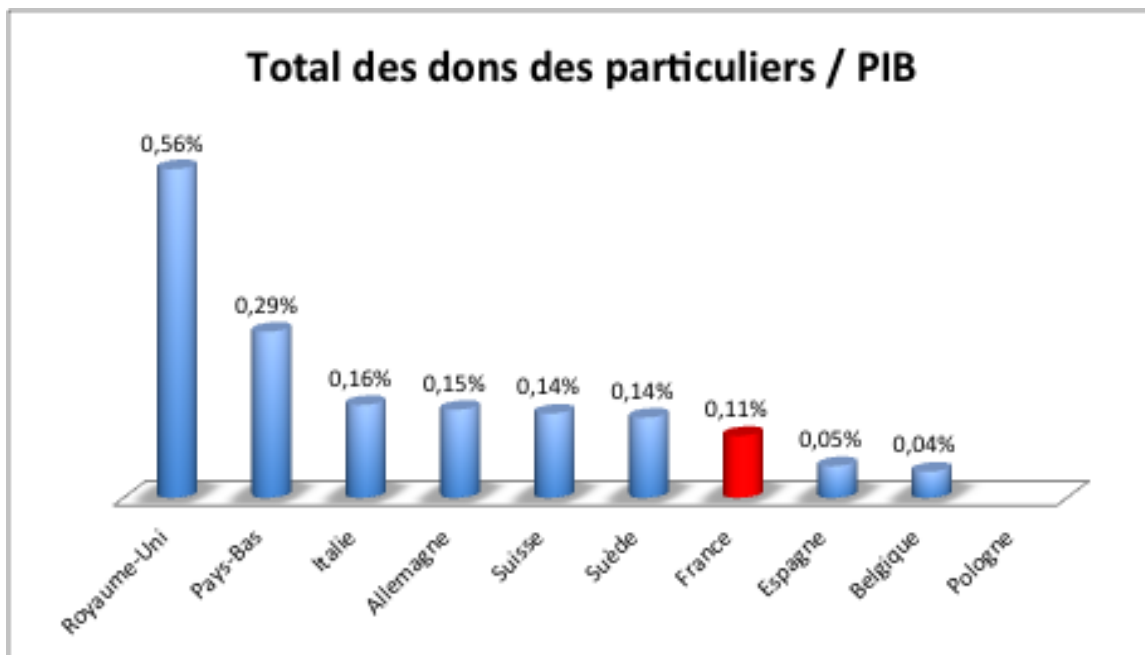
- on constate également depuis 2007 une baisse de la générosité des donateurs aux Pays-Bas, dont le volume est plus bas que ce qu'il était en 2003, en raison là aussi de la baisse régulière du don moyen depuis dix ans.⁴⁹

- Bien que le volume des dons britanniques surpasse fortement celui des autres pays européens, il faut préciser que celui-ci est en baisse constante (-20% entre 2011 et 2012), et connaît actuellement son niveau le plus bas depuis 2004⁵⁰.

Par ailleurs, rappelons que derrière les chiffres nationaux se cachent parfois de très fortes disparités régionales, tant au niveau de la proportion de population donatrice qu'au niveau des montants des dons.

C/ Le poids des dons des particuliers à l'échelle des économies nationales

Si les montants totaux des dons permettent d'évaluer le volume des générosités nationales à l'échelle de l'Europe, rapporter ces totaux au PIB de chaque pays permet d'apprécier l'amplitude de la générosité privée à l'échelle de chaque pays.



Selon une estimation haute pour les dons des particuliers en France, la France passerait en 3ème position.

⁴⁸ Chiffres 2012. Giving Spain 2014 : Publié par l'association espagnole de *fundraising*, avec le cabinet Salvetti & Llombart.

⁴⁹ Chiffres 2011. *Giving in the Netherlands 2013*

⁵⁰ *UK Giving 2012* (Charities Aid Foundation/NCVO).

Les pays dont la générosité des particuliers représente le poids le plus important en comparaison de leur PIB sont le Royaume-Uni et les Pays-Bas, qui, bien que loin derrière le Royaume-Uni, présentent un ratio deux fois plus important que celui des pays suivants.

L'Italie, l'Allemagne, la Suisse et la Suède composent un groupe relativement homogène, avec des valeurs comprises entre 0,14 et 0,16%.

La France, avec 0,11% de son PIB se situe derrière eux, et arrive en septième position, ne précédant que l'Espagne et la Belgique, dont le poids relatif de la générosité privée est très faible (0,05% ou moins). Le poids de la générosité privée en France est moitié plus faible que la valeur moyenne à l'échelle du périmètre étudié (0,21%).

Cependant, nous signalons que selon une estimation haute des dons des particuliers (4 milliards d'euros au total) que nous n'avons pas retenue, la France passerait en troisième position de ce classement..

Le Royaume-Uni, confirme son statut de pays le plus généreux

A la fois en volume de dons et en part de la générosité rapportée au PIB, le Royaume-Uni occupe une franche première place, loin devant les pays suivants. Il s'agit bien du pays dans lequel le don des particuliers joue le rôle le plus décisif dans le soutien aux organismes d'intérêt général.

Les Pays-Bas, second pays le plus généreux d'Europe ?

Les Pays-Bas présentent un rang élevé et une valeur remarquable dans deux indicateurs principaux de la philanthropie individuelle : ils sont en effet le premier pays en population donatrice et le second en part de la générosité individuelle rapportée au PIB, loin devant les pays suivants.

A l'instar de la Suède, les Pays-Bas sont traditionnellement présentés comme une société dominée par une culture étatique forte ancrée dans la tradition social-démocrate. Dans ce contexte où les besoins sociaux sont largement pris en charge par les institutions publiques, financées par un impôt élevé – modèle qui n'est donc pas le plus favorable à l'essor de la générosité privée – les donateurs hollandais semblent prendre leurs distances avec ce schéma, et expriment massivement leur volonté de prendre part aux enjeux de société. Parmi les causes qui leur tiennent le plus à cœur : la religion, qui recueille les montants les plus élevés (40% du montant total des dons) et la santé, qui elle rassemble le plus grand nombre de donateurs (plus de 70% d'entre eux)⁵¹.

L'Allemagne : des valeurs moyennes qui sous-estiment l'ampleur de la générosité

Le total des dons allemands pèse relativement lourd dans le volume des dons européens, notamment en raison de la taille du pays. Mais lorsque l'on rapporte le poids de la générosité privée au PIB, les Allemands sont moins généreux que la moyenne. Cependant, on peut penser que ces valeurs masquent une réalité autre, et présentent une vision émoussée de la philanthropie allemande.

Tout d'abord, rappelons que le total des dons est sous-estimé car il ne tient pas compte des contributions des grands donateurs allemands.

Par ailleurs, les disparités régionales entre Est et Ouest restent marquées et contribuent à atténuer la moyenne nationale.

Enfin, rappelons que les Allemands contribuent massivement par l'impôt à ce qui ailleurs reçoit une part décisive des dons : les œuvres religieuses. Si l'on ajoutait au total des dons l'impôt religieux collecté rien que par l'Eglise catholique allemande, la part de la générosité des donateurs représenterait 0,33% du PIB allemand, ce qui placerait l'Allemagne en seconde place, derrière le Royaume-Uni et devant les Pays-Bas, (sachant que 40% des dons hollandais sont destinés aux œuvres religieuses).

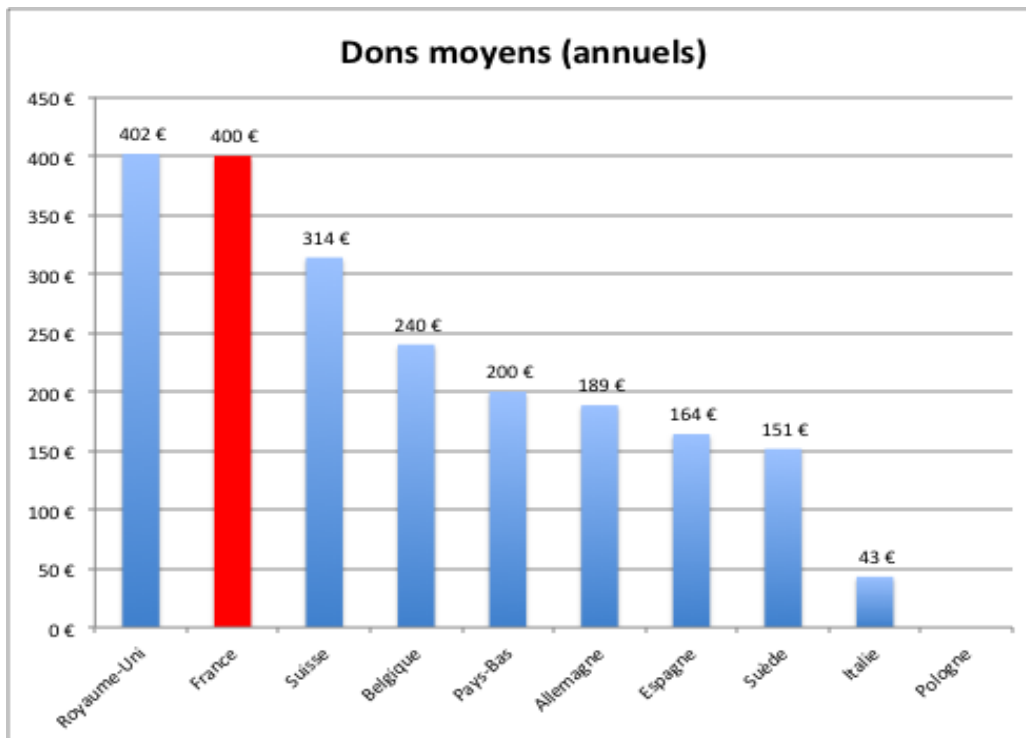
⁵¹ Chiffres 2011. [Giving in the Netherlands 2013](#)

Poids de l'impôt et générosité

De la même manière qu'elle influe sur la proportion de donateurs dans le pays, il semble que la pression fiscale influe sur les volumes de la générosité privée. La France, la Belgique et la Suède, pays qui présentent les plus hauts taux de dépenses publiques en Europe et des recettes fiscales importantes, se situent en bas de classement des montants des dons.

Par ailleurs, on peut remarquer que lorsqu'on la compare au reste de l'Europe, la Suisse semble relativement peu généreuse en regard de son poids économique, et de sa faible pression fiscale.

D/ Le don moyen : combien donne le donateur européen ?



Sources en annexe

NB : pour la France, la Suisse et la Belgique, cette donnée est certainement surévaluée par rapport aux autres. Elle correspond en effet la contribution annuelle moyenne par foyer donateur, et non par donateur. Pour la France et la Belgique, nous rappelons également que cette valeur ne tient pas compte des dons non déclarés aux administrations fiscales, ce qui contribue certainement à une surestimation de ce montant moyen du don.



La valeur du don moyen ne donne pas d'indication sur la répartition des dons par tranches de montants, et peut donc renvoyer à des réalités très différentes. Elle permet néanmoins de fournir un élément de comparaison et une indication sur les montants que les donateurs choisissent d'affecter à l'intérêt général, pays par pays. En rapportant ces valeurs au PIB/habitant, on peut alors produire une estimation du poids économique que représente pour les donateurs européens leur engagement philanthropique.

Avec une contribution annuelle moyenne de 402 euros, le donateur britannique occupe la première marche du classement de la générosité européenne, suivi de près par le donateur français.

Le donateur britannique donne davantage que ses voisins européens, non seulement en valeur absolue, mais également en proportion de sa propre richesse (en rapportant le don moyen au PIB/habitant).

Selon ces deux indicateurs, il est suivi de très près par le donateur français, qui donne en moyenne 400 euros par an, ce qui représente 1,25% du PIB/habitant français.

Ces deux pays, France et Royaume-Uni, sont considérés comme ceux qui présentent les incitations fiscales au don les plus avantageuses.

Si cette incitation fiscale n'est peut-être pas le moteur du geste de don (comme nous l'avons signalé plus haut, au regard de la faible part de la population donatrice dans ces pays), elle semble en revanche avoir une incidence favorable sur les montants qui sont donnés. A l'inverse, les donateurs allemands et suédois, qui sont relativement peu encouragés fiscalement à donner, contribuent plus faiblement. Il est intéressant de remarquer la corrélation entre montant de don et incitation, alors que les incitations fiscales font parfois l'objet de débats, notamment au Royaume-Uni, où le gouvernement de David Cameron a annoncé en 2012 sa volonté de diminuer la déductibilité fiscale des dons, avant de se rétracter. L'incidence possible qu'aurait une réduction de l'encouragement fiscal au don a été mesurée aux Etats-Unis, où près de 70% des grands donateurs prévoiraient de diminuer leurs contributions si une mesure fiscale venait à augmenter le "coût" de leur don⁵².

Un autre élément d'explication de la générosité des Britanniques est peut-être à trouver du côté des méthodes de don. A travers le dispositif de *Payroll Giving*, les Britanniques peuvent faire verser leur don

⁵² Enquête *Bank of America* et *Center on Philanthropy at Indiana University*, citée par *The Economist*, juin 2012

par leur employeur, qui le déduit de leur salaire. L'impôt prélevé à la source sur salaire est alors directement déduit par l'employeur. Le coût du don pour le donateur tient ainsi compte dès l'origine de la déduction fiscale et peut donc sembler plus indolore, ce qui encouragerait des dons plus élevés.

Autre option à laquelle souscrivent près de 40% des Britanniques : donner via le système *Gift Aid*. Lorsqu'un donateur souscrit à ce programme, l'association bénéficiaire du don peut se tourner vers l'administration fiscale et demander un complément de 25% de ce don alimenté par l'impôt payé par le donateur les années précédentes (le don ouvrant par ailleurs droit à déduction fiscale pour l'année en cours).

Dans ces deux cas, le montant alloué in fine aux organisations est supérieur au montant déboursé par le donateur, ce qui contribue à expliquer le don moyen élevé des Britanniques.

En Suède, de nombreux donateurs, mais de faibles contributions

Alors que le pays occupe la quatrième rang européen en termes de population donatrice (64%), les montants de la générosité des Suédois sont relativement faibles, le don moyen du donateur suédois, à 151 euros, ne représentant que 0,34% du PIB/habitant. Cette observation doit être nuancée par le fort engagement associatif des Suédois, dont les contributions aux organismes d'intérêt général prendraient davantage la forme de cotisations que de dons, ce qui expliquerait à la fois la grande proportion de donateurs et la faible contribution moyenne par donateur. Les Suédois adhèrent en effet à trois associations chacun en moyenne.

Une concentration des donateurs parmi les Espagnols les plus aisés ?

A l'inverse du cas suédois, on observe en Espagne une très faible proportion de population donatrice (19%, la plus faible d'Europe), mais un don moyen rapporté au PIB/habitant assez élevé (0,73% en troisième position après le Royaume-Uni et la France). Une hypothèse qui peut être avancée ici serait que, si la culture du don semble loin d'être généralisée en Espagne, la propension à la philanthropie se concentre parmi ceux qui ont davantage les moyens de donner, et donc versent des contributions moyennes plus élevées. Inversement, là où la pratique du don est plus démocratisée, comme en Suède ou aux Pays-Bas, la moyenne de don renverrait à une plus grande répartition des donateurs entre la population aisée et celle qui l'est moins. Cette hypothèse serait à vérifier en étudiant par exemple la répartition des dons par tranches de revenus imposables.

Les inégalités sociales, un moteur du don

Il est remarquable que les trois pays de la zone étudiée où les habitants jouissent des plus hauts montants de PIB/habitant occupent le bas de classement quand on rapporte le don moyen au PIB/habitant.

Avec le plus haut PIB/habitant de la zone (64 800 €), le donateur suisse arrive en 7ème position (0,48%).

Avec le second plus haut PIB/habitant de la zone (44 500 €), le donateur suédois arrive en 8ème position (0,34%).

Avec le troisième plus haut PIB/habitant de la zone (38 200 €), le donateur hollandais arrive en 6ème position (0,52%).

Dans ces trois pays, les inégalités sociales sont moins marquées que dans le reste de l'Europe.

A l'inverse, les trois pays dans lesquels le don moyen est le plus élevé, Royaume-Uni, France et Espagne, font partie des pays où la répartition des richesses est la plus inégale d'Europe⁵³.

⁵³ Observatoire des inégalités. L'indice de Gini mesure les inégalités de répartition de revenus au sein des différents pays d'Europe. Sous cet angle, la Suède et les Pays-Bas sont les pays les plus égalitaires d'Europe, tandis que l'Espagne présente les plus fortes disparités sociales.

Ceci étayerait l'hypothèse selon laquelle la propension à la philanthropie serait alimentée par un contexte où les inégalités sociales sont les plus prégnantes. Être confronté aux besoins des personnes vulnérables et aux difficultés que peut avoir la société à y répondre serait alors l'un des moteurs de l'élan de solidarité qu'est la philanthropie.

V. LES FONDATIONS EN EUROPE

Qu'est ce qui caractérise les fondations européennes ? Quel est leur poids économique et de quelles manières interviennent-elles ? Comment expliquer les disparités entre pays, à la fois quant à la taille du secteur et quant à la typologie des fondations ?

Définies par l'affectation irrévocable de ressources financières à une cause d'intérêt général, et traditionnellement (mais pas systématiquement) par l'établissement d'une dotation, les fondations représentent une part de la richesse des pays, destinée au bien social, culturel, collectif.

On observe dans la majorité des pays un boom du secteur des fonds et fondations depuis deux à trois décennies, signe de la progression de la culture philanthropique et effet de l'évolution des cadres juridiques et fiscaux. L'introduction de nouveaux statuts juridiques, plus souples, comme celui du fonds de dotation en France, a également pour conséquence l'évolution du profil même de la fondation. Le modèle traditionnel de capitalisation pérenne d'un patrimoine important dont les revenus seraient suffisants pour alimenter l'activité philanthropique dans la durée n'est pas le visage unique des fondations en Europe.

Nous verrons qu'il est également intéressant de considérer le développement des fondations en regard de celui du tiers secteur en général : le secteur philanthropique se déploie différemment selon qu'il évolue dans un environnement où le monde associatif est dense et structuré ou non.

Les données chiffrées permettent de mesurer le développement du secteur des fondations et son poids économique dans les différents pays. Derrière ces chiffres se présentent des réalités très différentes quant aux types de fondations, aux domaines dans lesquels elles interviennent et à la manière même dont elles agissent (fondations distributives dont l'activité consiste à verser des subventions, prix ou bourses, et ainsi à financer l'intérêt général, ou fondations opératrices).

La question du type d'acteur à l'initiative de la création de ces fondations est significative : la philanthropie structurée est-elle le fait de fondateurs particuliers, venant s'inscrire en prolongement de la générosité individuelle, et représentant un instrument de don choisi par une frange de très grands donateurs philanthropes ? Ou bien exprime-t-elle les enjeux portés par d'autres types d'acteurs, pouvoirs publics, entreprises, autres organismes du tiers secteur ?

Un tissu philanthropique européen structuré

Le monde des fondations est un univers organisé : partout en Europe, à l'échelle des pays, parfois des régions, et à l'échelle du continent, les fondateurs peuvent trouver un réseau dans lequel rencontrer leurs pairs, être accompagnés et voir leurs intérêts représentés. En renforçant les collaborations, en diffusant des ressources essentielles et en favorisant la reconnaissance du secteur, ces organismes contribuent au développement de la philanthropie dans son ensemble. Les plateformes nationales sont réunies au sein du réseau DAFNE (*Donors and Foundations Network in Europe*), qui rassemble vingt-quatre réseaux nationaux de fondations et mécènes à travers toute l'Europe. DAFNE est une initiative du Centre Européen des Fondations, qui depuis vingt-cinq ans défend les intérêts des fondations d'Europe et propose à ses membres (plus de 200 aujourd'hui) de nombreuses occasions d'échanger et de partager leurs expériences de mécénat, ainsi qu'une mise en réseau au sein de groupes de travail thématiques.

Les réseaux nationaux de fondations :

- Belgique : Réseau Belge des Fondations (créé en 2004)
- Espagne : *Asociación Española de Fundaciones* (créée en 2003, par la fusion de deux associations de plus vingt ans d'existence), ainsi que des coordinations régionales de fondations (Catalogne, Andalousie, Pays Basque et Estrémadure)
- France : Centre Français des Fondations (créé en 2002, rassemble plus de 250 membres)
- Italie : *Assifero* (créé en 2003)
- Pays-Bas : *FIN* (créé en 1988, rassemble environ 330 membres)
- Pologne : *Polish Donor Forum* (créé en 2002)
- Royaume-Uni : *Association of Charitable Foundations* (créé en 1989, rassemble plus de 300 membres)
- Suède : *Stiftelser i Samverkan* (créé en 1989, rassemble 163 membres)
- Suisse : *SwissFoundations* (créé en 2011, rassemble 85 membres)

-Allemagne : le plus large et plus ancien réseau de fondations d'Europe

Créée en 1948, l'association des fondations allemandes, *Bundesverband Deutscher Stiftungen*, rassemble aujourd'hui 3 900 membres. Elle touche également plus de 7 000 fondations abritées sous l'égide de ses fondations membres, et représente au total environ trois quarts des actifs des fondations allemandes. Les fondations allemandes peuvent également se réunir au sein de réseaux sectoriels comme *Stifterverband für die Deutsche Wissenschaft* dans le domaine scientifique, ou de réseaux régionaux comme *Stiftungsnetzwerk Berlin*, ou *Stiftungsnetzwerk Südhessen*, parmi d'autres.

A/ Le remarquable essor des fondations en Europe

Partout en Europe, le secteur philanthropique est en forte croissance

Le nombre de fondations est en très forte croissance depuis deux à trois décennies partout en Europe. Si certains pays ont une longue tradition philanthropique, le visage des fondations européennes d'aujourd'hui est avant tout jeune et dynamique.

Les chiffres sont édifiants :

La moitié des fondations suisses ont moins de vingt ans.

Entre 2001 et 2014, le nombre de fondations françaises a connu une croissance de 300%⁵⁴.

En Allemagne, qui abrite le plus grand nombre de fondations en Europe, plus de 70% des fondations ont été créées après la réunification, et le secteur continue de croître⁵⁵.

En Belgique, plus de la moitié des fondations existant en 2012 ont été créées après 1995, et le secteur connaît une forte expansion depuis la dernière décennie⁵⁶.

En Espagne, plus de 69% des fondations ont moins de 18 ans⁵⁷.

En Italie, entre 1995 et 2005, le nombre de fondations a augmenté de 133%.

Aux Pays-Bas, également, les années 2000 ont vu le nombre de fondations croître fortement, avec une augmentation de plus de 40% entre 2001 et 2007⁵⁸.

Des facteurs économiques et conjoncturels

⁵⁴ Si l'on ne tient pas compte des fonds de dotation, l'augmentation du nombre de fondations reste forte : 130%

⁵⁵ Association allemande des fondations, 2013

⁵⁶ Les Fondations en Belgique, Réseau belge de Fondations (Nov 2014)

⁵⁷ El Sector Fundacional en España: Atributos fundamentales (2008-2012), Asociación Española de Fundaciones et Instituto de Análisis Estratégico de Fundaciones.

⁵⁸ Chiffres pour l'Italie et les Pays-Bas : Foundations in the European Union, Facts and Figures, European Foundation Center, 2008
Observatoire de la Fondation de France / CERPhi – Avril 2015

Certains éléments structurants des sociétés européennes contemporaines peuvent expliquer cet essor de la philanthropie⁵⁹. Facteur économique essentiel, l'accumulation de richesses créées pendant la seconde moitié du vingtième siècle vient alimenter le capital philanthropique actuel. Le transfert de ce capital vers le secteur des fondations tient également à une combinaison de facteurs démographiques : face à la réduction de la taille des familles, la génération d'après-guerre, vieillissante et sensible aux enjeux d'intérêt général, tend à transmettre son patrimoine à des causes et organismes dont elle se sent proche. La promotion de l'initiative privée, la diffusion de la culture du don et de l'engagement citoyen, étayés par le développement du secteur de la collecte de fonds et des sollicitations au don de plus en plus structurées, viennent compléter cet ensemble de facteurs par une dimension socio-culturelle importante. Par ailleurs, autre facteur externe non négligeable, le déclin des financements publics dans de nombreux pans de l'intérêt général crée une demande réelle et un environnement général dans lequel les appels à la générosité privée sont de plus en plus fréquents et nécessaires.

Evolution et assouplissement du cadre légal et fiscal

Au-delà de ces éléments contextuels, des modifications internes au secteur des fondations, à commencer par le statut de fondation lui-même, expliquent le boom récent du nombre de fondations dans plusieurs pays d'Europe.

De la même manière que les Etats encouragent la générosité privée par des incitations fiscales aux dons, ils reconnaissent la nécessité des initiatives privées indépendantes et structurées et le rôle que peuvent jouer les fondations. Les fondations ne sont plus considérées comme formant une sorte de contre-pouvoir dont l'indépendance serait perçue comme une menace, mais plutôt comme des acteurs nécessaires pour prendre en charge les volets de l'intérêt général dans lesquels l'Etat ne peut investir suffisamment, ou bien comme des partenaires efficaces et durables des politiques publiques.

En France, la très forte croissance du nombre de fondations s'explique ainsi notamment par l'introduction de nouvelles incitations fiscales, la création de nouveaux statuts juridiques, et surtout par l'introduction du statut de fonds de dotation en 2008. La souplesse administrative et l'absence puis le faible niveau du capital de départ qui caractérisent ce statut ont ainsi permis la création de près de 600 fonds dans les deux ans qui ont suivi le vote de la loi de modernisation de l'économie introduisant ce nouveau type de fondation.

A l'instar des fonds de dotation, on peut souligner le succès en Allemagne des *Treuhandstiftung*, dont la création ne nécessite pas d'approbation légale par les autorités et qui constituent souvent une première étape dans la démarche philanthropique de leurs fondateurs, avant la création d'une fondation plus traditionnelle.

En Belgique également, la croissance déjà importante du secteur marque un élan supplémentaire depuis 2002, année d'entrée en vigueur d'une nouvelle loi régissant le secteur à une reconnaissance légale des fondations⁶⁰.

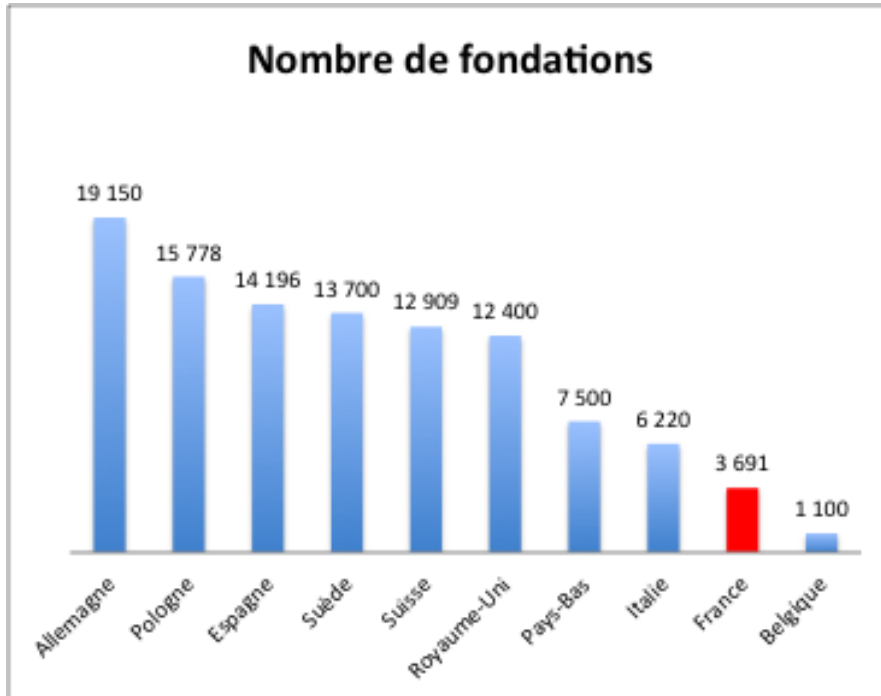
L'Espagne a suivi un calendrier similaire avec deux années décisives pour l'évolution du cadre juridique et des répercussions sur le développement du secteur : 1994 et 2003⁶¹.

⁵⁹ *Philanthropy in European welfare states: a challenging promise?*, Theo N. M. Schuyt (2010)

⁶⁰ *Les Fondations en Belgique*, Réseau belge de Fondations (Nov 2014)

⁶¹ *El Sector Fundacional en España: Atributos fundamentales (2008-2012)*, Asociación Española de Fundaciones et Instituto de Análisis Estratégico de Fundaciones.

LE POIDS DU SECTEUR DES FONDATIONS EN NOMBRE ET EN DENSITÉ



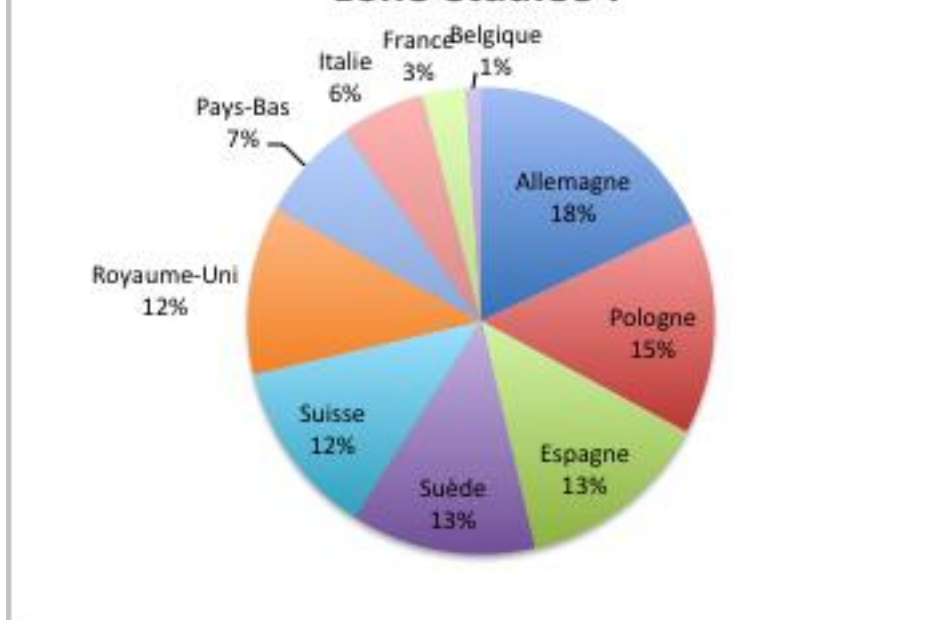
(sources en annexe)

Le nombre total de fondations estimé pour l'ensemble des 10 pays du périmètre étudié s'élève à 106 644 (sur un total européen estimé à 129 000 par DAFNE).

Les pays pourvoyant le plus grand nombre de fondations en Europe sont l'Allemagne, la Pologne et l'Espagne, suivis d'assez près par la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

En nombre de fondations à l'échelle européenne, la France se trouve en bas de classement, avec 3 691 fondations, avant-dernier des 10 pays avant la Belgique. Le nombre de fondations françaises est ainsi trois à quatre fois inférieur au nombre de fondations de la majorité des pays représentés.

Où se trouvent les fondations de la zone étudiée ?



Les fondations en Europe : une répartition assez équilibrée entre les pays principaux

A la différence de la population des donateurs européens, particulièrement concentrée sur quatre pays, le nombre des fondations en Europe est réparti de manière plus équilibrée entre la majorité des pays.

Seuls quatre pays contribuent chacun pour moins de 10% des fondations européennes : les Pays-Bas, l'Italie, la France et la Belgique. Les fondations françaises représentent ainsi seulement 3% des fondations européennes.

De même que pour les chiffres indiquant le nombre de donateurs, nous verrons que le nombre de fondations par pays ne présage en rien de leur poids économique, les exemples les plus flagrants étant celui de l'Italie, qui avec seulement 6% des fondations d'Europe concentre plus d'un cinquième de leur patrimoine, ou celui de la France où le montant des dépenses annuelles moyennes par fondation est le plus haut d'Europe.

Un exemple d'émergence philanthropique : la Pologne

A l'échelle des 10 pays étudiés :

1 donateur sur 12 est polonais

1 fondation sur 7 est polonaise

1 euro capitalisé à des fins philanthropiques sur 300 est polonais

Les 16 000 fondations polonaises, qui représentent près de 15% des fondations d'Europe, constituent une force philanthropique non négligeable. A l'instar de la forte proportion de donateurs dans la population, la densité du secteur des fondations (40 fondations pour 100 000 habitants, soit environ une fois et demi la valeur moyenne européenne de 27 fondations pour 100 000 habitants) indique une large présence de la philanthropie dans la société polonaise.

A l'origine du développement du secteur, on trouve des soutiens internationaux importants qui, dans la période post-communiste, ont contribué à l'émergence la société civile polonaise. Le *CEE Trust* notamment (*The Trust for Civil Society in Central and Eastern Europe*), consortium des fondations américaines parmi les plus influentes et présentes dans la région (dont les fondations Ford, Rockefeller, Mott et Open Society) a grandement œuvré pour la structuration du secteur et la consolidation des fondations polonaises les plus importantes comme la Fondation Stefan Batory. Une Académie pour le Développement de la philanthropie en Pologne a également été créée en 1988, à l'initiative de la coopération américaine (USAID) et soutenue par 180 donateurs institutionnels.

Mais si des bases durables ont pu être établies grâce à ces soutiens, l'essor de la philanthropie polonaise est alimenté par un élan et des ressources endogènes.

En témoigne le développement des *Community Foundations*, en Pologne mais aussi dans les autres pays du Visegrad (Hongrie, République Tchèque, Slovaquie), qui ont pour objectif de mobiliser les donateurs à l'échelle d'un territoire⁶².

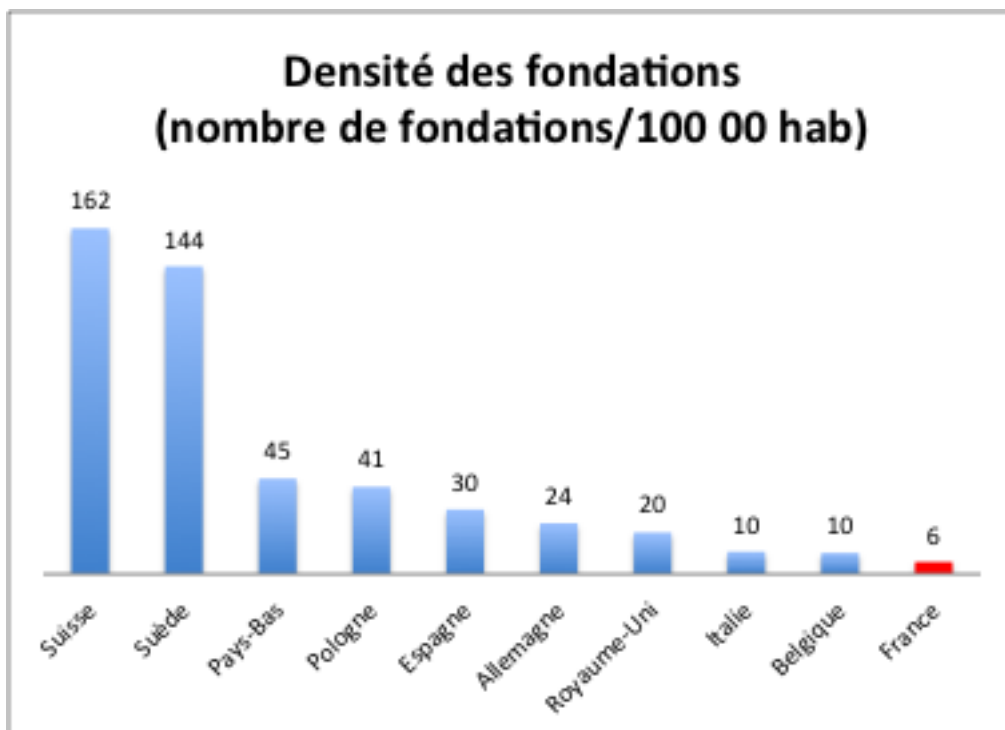
Moyen d'expression d'une conscience sociale forte, dans un pays longtemps marqué par le totalitarisme, la philanthropie polonaise est souvent le fait des individus eux-mêmes, qui représentent près de 85% des créateurs de fondations⁶³. Comme le soulignait Agnieszka Sawczuk, Présidente de la *Foundation of Poland* en 2011⁶⁴, bien qu'aujourd'hui de nombreux freins existent encore, comme notamment la suspicion qu'elle peut évoquer, les bases d'une philanthropie structurée en Pologne sont réunies : création de richesses, culture croissante du don et développement encadré du secteur.

Rapporter le nombre de fondations à la population des différents pays et observer la densité du tissu philanthropique permet d'obtenir une perspective différente sur ces chiffres.

⁶² Article "Community foundations in Central and Eastern Europe 20 years on", Alliance Magazine, décembre 2014

⁶³ Klon/Jawor, 2008

⁶⁴ Magazine *Philanthropy Impact*, février 2011



B/ Les fondations : un tissu européen dense mais inégalement réparti

En Europe, avec près de 30 fondations pour 100 000 habitants, la présence de la philanthropie est manifeste. Cependant, ce tissu philanthropique présente des densités très variables selon les régions ou les pays.

Sous cet angle, la Suisse apparaît comme le pays des fondations : avec 162 fondations pour 100 000 habitants, ce qui correspond à une fondation pour 620 citoyens, le secteur des fondations suisses est extrêmement dense. Notons qu'à l'intérieur même du pays, de fortes disparités apparaissent et que la ville de Bâle enregistre une très forte concentration de l'activité philanthropique avec 468 fondations pour 100 000 habitants⁶⁵.

Il faut préciser que dans plusieurs pays, peut-être davantage encore que lorsque l'on compare les données relatives à la générosité des particuliers, le nombre de fondations et la densité du secteur philanthropique doivent être nuancés par la prise en compte de disparités géographiques internes parfois très marquées. Souvent, ces écarts régionaux reflètent les écarts économiques ou des héritages de nature culturelle.

Dans les pays du Sud de l'Europe, Italie et Espagne⁶⁶, le paysage philanthropique est littéralement coupé en deux, entre une moitié Nord qui accueille la très grande majorité des fondations et une moitié Sud au maillage philanthropique beaucoup plus distendu.

En Allemagne, pays qui rassemble le plus grand nombre de fondations en Europe, les disparités sont très fortes⁶⁷, à l'instar de ce que nous avons pu constater pour les dons des particuliers. Conséquence des

⁶⁵ 2013 Report on Swiss Foundations, (DE/FR), Centre for Philanthropy Studies (CEPS) and Zentrum für Stiftungsrecht, SwissFoundations, 2013

⁶⁶ *El Sector Fundacional en España: Atributos fundamentales (2008-2012)*, Asociación Española de Fundaciones et Instituto de Análisis Estratégico de Fundaciones.

écarts économiques ainsi que de la mise sous silence de l'engagement citoyen pendant la période communiste, les Etats de l'est de l'Allemagne (hors Berlin) accueillent moins de 7% des fondations allemandes. Autre spécificité signalée par l'association des fondations allemandes : les villes qui concentrent le plus grand nombre de fondations sont celles où les corporations marchandes jouaient un rôle influent ou celles qui bénéficient d'un statut historique comme ville universitaire ou centre administratif, Hambourg restant la ville qui compte le plus grand nombre de fondations (1 301).

En Belgique, la concentration est flagrante⁶⁸ : 45% des fondations belges sont situées à Bruxelles. Cependant, on peut noter qu'avec plus de 40 fondations pour 100 000 habitants, si Bruxelles présente une très forte densité de fondations par rapport à la Flandre et à la Wallonie (respectivement 5 et 7 fondations pour 100 000 habitants), elle souffre de la comparaison internationale, non seulement par rapport à des villes comme Hambourg ou Frankfurt (75 fondations pour 100 000 habitants), mais aussi par rapport à la présence de fondations à l'échelle de pays entiers comme la Suisse et la Suède, ou encore les Pays-Bas et la Pologne.

Pourquoi les fondations françaises sont-elles si peu nombreuses ?

Avec six fondations pour 100 000 habitants, le tissu philanthropique français est le plus clairsemé d'Europe, les fondations françaises ne représentant que 3% du secteur à l'échelle européenne, et ceci malgré la forte croissance entraînée par l'introduction du statut du fonds de dotation. Plusieurs éléments d'explication⁶⁹ peuvent être avancés.

Tout d'abord, on peut noter qu'en France, le développement relativement tardif du secteur des fondations est souvent associé à la complexité et à la méconnaissance des dispositifs.

Par ailleurs, pendant longtemps a prévalu le principe de pérennité. Pour qu'une fondation soit pérenne, la dotation doit être suffisamment conséquente pour que ses revenus seuls financent les activités de la fondation (la dotation requise pour la constitution d'une Fondation Reconnue d'Utilité Publique est d'1,5 million d'euros). Ce modèle n'a été remis en question qu'avec la création du statut de fondation d'entreprise en 1990, et surtout au cours des années 2000 avec la modernisation du statut de fondation et la possibilité de consommer le capital dédié.

Parmi les autres facteurs éclairant le faible nombre de fondations en France : un tiers-secteur où domine le secteur associatif.

Le développement du secteur associatif, frein ou moteur de la philanthropie ?

Si en France, la relative lenteur du développement du secteur des fondations est associée à la présence d'un secteur associatif important et structuré, culturellement ancré dans la société, qu'en est-il ailleurs en Europe⁷⁰ ?

La même observation vaut pour la Belgique, où un secteur associatif très dense peut contribuer à expliquer le fait que le secteur des fondations y soit parmi les plus ténus d'Europe.

Dans la même logique, aux Pays-Bas, en Pologne et en Espagne, où pour diverses raisons le secteur associatif est moins présent, l'émergence des fondations a pu s'épanouir plus rapidement.

En Espagne, le tiers-secteur est historiquement peu développé, avec une présence associative parmi les plus faibles en Europe. Le format de fondation a pu alors polariser le développement récent de la philanthropie, notamment grâce à un cadre légal encourageant⁷¹.

⁶⁷ Association des fondations allemandes (2013)

⁶⁸ Les fondations en Belgique, Réseau belge des fondations, Novembre 2014

⁶⁹ Les fonds et fondations en France de 2001 à 2010. Observatoire de la Fondation de France et Centre Français des Fondations

⁷⁰ Analyse comparative des structures associatives dans le monde, Deloitte, 2013.

⁷¹ El Sector Fundacional en España: Atributos fundamentales (2008-2012), Asociación Española de Fundaciones et Instituto de Análisis Estratégico de Fundaciones.

Cependant, il est intéressant de noter que dans les pays où le secteur associatif est important et développé, il peut également jouer le rôle de moteur de la philanthropie en initiant lui-même la création de fondations, comme on le verra dans la typologie des fondateurs : la France et la Suède, pays d'associations, présentent un nombre remarquable de fondations créées par des associations.

Le cas suédois : quelles incidences du modèle social-démocrate sur la générosité ?

La philanthropie est bien plus présente en Suède que ce que le modèle de société scandinave peut laisser penser. Dans ce pays au secteur public très développé, l'Etat est garant de la protection sociale individuelle et du bien commun. Les impôts y sont très élevés, et les Suédois font confiance au gouvernement et aux institutions publiques pour la redistribution équitable de ces richesses.

Le tiers-secteur très organisé est marqué par un mouvement d'associations populaires (folkrorelseföreningen)⁷² au sein duquel les Suédois s'engagent en donnant du temps. La densité associative y est la plus forte d'Europe.

Ce contexte qui laisse un champ relativement étroit à l'initiative privée dans le domaine de l'intérêt général est généralement présenté comme peu favorable à la philanthropie. Or une grande partie de la population suédoise est donatrice, et le secteur des fondations est lui aussi très dense. Le modèle évolue : la puissance publique ne détient plus le monopole de l'intérêt général, et l'Etat encourage la philanthropie (mise en place en janvier 2012 d'une incitation fiscale au don, et création de certaines fondations par les pouvoirs publics). Avec l'appui de l'Etat, la philanthropie s'insère alors dans des créneaux de l'intérêt général où il est moins présent, comme le soutien à la recherche et à l'innovation scientifique (environ 20% des fondations, près de 50% des dépenses et des actifs).⁷³

Cependant, le volume financier de cette générosité reste faible à l'échelle du pays et à l'échelle de l'Europe⁷⁴, la moyenne des dépenses par fondation (44 000 euros par an) étant la plus faible de la zone (hors Pologne).

C/ La typologie des fondateurs européens

Le développement de la philanthropie est le signe d'une mobilisation croissante des acteurs privés dans le champ de l'intérêt collectif et de leur volonté de contribuer aux réponses que la société peut apporter aux défis sociaux, culturels, sanitaires ou environnementaux d'aujourd'hui et de demain en Europe. Mais la diversité des protagonistes souligne la variété des visages de la philanthropie en Europe. A l'initiative des fondations, on trouve majoritairement des particuliers et des familles, la création d'une fondation s'inscrivant alors dans le cadre de la philanthropie individuelle. Mais les fondations peuvent également matérialiser l'engagement sociétal des entreprises, ou encore témoigner de l'empreinte de la religion dans le champ de la solidarité. Enfin, la place des pouvoirs publics au sein de la typologie des fondateurs peut signaler également le rôle que certains Etats confient à la philanthropie.

⁷² Scope, Roles and Visions of Swedish Foundations, Filip Wijkström, 2004

⁷³ *Filantropi genom Stiftelser* (rapport du Filantropiskt Forum sur les fondations suédoises), 2012, published by the Entrepreneurship Forum (en suédois)

⁷⁴ Poids des dépenses des fondations rapporté au PIB = 0,14%, alors que la valeur moyenne des pays de l'étude est de 0,45%. Poids des dons des particuliers rapporté au PIB = 0,14%, alors que la moyenne de la zone est de 0,20%.

Les grands philanthropes européens, principaux créateurs de fondations

La grande majorité des fondations naissent de l'initiative de particuliers ou de dynamiques familiales.

Dans certains pays, ces philanthropes représentent une part écrasante de la typologie des fondateurs. Au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie, cette proportion s'élève à 90%⁷⁵. En Pologne⁷⁶ et Belgique⁷⁷, les particuliers représentent également plus de 85% des créateurs de fondations.

Dans des pays comme l'Allemagne ou l'Italie, on note qu'une grande partie de ces fondations, établies du vivant de leurs fondateurs, s'appuient sur des fortunes familiales adossées à la prospérité de grandes entreprises⁷⁸ : le départ à la retraite des créateurs d'entreprises d'après-guerre conduit à un important transfert de richesses en direction du secteur philanthropique. Dans les dix dernières années du XXème siècle et les cinq premières années du XXIème siècle, sur huit mille nouvelles fondations créées en Allemagne, deux tiers d'entre elles ont été créées par des entrepreneurs ou des entreprises⁷⁹.

Les entreprises, pour leur part, sont très inégalement représentées au sein des fondateurs. Elles sont particulièrement engagées en France, comptant pour 25% des créateurs de fondations (à titre de comparaison, cette proportion s'élève à 16% en Espagne, mais seulement 1% en Belgique).

En France et en Suède, le rôle remarquable des associations

France et Suède se démarquent du reste de l'Europe quant à la typologie des créateurs de fondations. La part des particuliers y est beaucoup plus faible qu'ailleurs. En France, ceux-ci représentent 57% des fondateurs, et cette proportion tend à se réduire⁸⁰. En Suède également le modèle de la philanthropie familiale ou individuelle n'est pas dominant. Fait marquant dans ces deux pays : une part beaucoup plus importante qu'ailleurs de fondations créées par des associations, signe du rôle moteur joué par un secteur associatif dynamique et prépondérant, ainsi que de l'attrait que représente la fondation comme véhicule de la collecte de fonds pour un nombre important d'associations. Les associations représentent 18% des créateurs de fondations en France et 17% en Suède.

L'empreinte de la religion dans la philanthropie organisée

Si les mouvements religieux représentent une très faible proportion de fondateurs en France (2%), il n'en est pas de même dans de nombreux pays d'Europe, comme en Suède (8,5%) ou dans les pays du Sud (8% en Espagne). En Espagne et en Italie, la philanthropie contemporaine est en effet marquée par un héritage socio-culturel fort : l'Etat, la religion et la famille se sont longtemps partagé les différentes strates de la solidarité et de l'intérêt collectif. Cet héritage explique à la fois un essor tardif de la philanthropie et les tendances de son développement.

L'Etat, moteur du développement de la philanthropie

Il est à noter qu'en Espagne, l'émergence récente du secteur des fondations a été fortement accompagnée par l'Etat, en parallèle de la réduction progressive des financements publics. Si aujourd'hui les moyens financiers du secteur philanthropique espagnol proviennent à 80% de ressources privées, il est remarquable que les pouvoirs publics aient constitué plus d'un tiers des créateurs de fondations (35%)

⁷⁵ *Foundations in the European Union, Facts and Figures*, European Foundation Center, 2008

⁷⁶ Klon/Jawor, 2008

⁷⁷ Fondations en Belgique. Profil du secteur, Fondation du Roi Baudouin, 2008

⁷⁸ Association Allemande des Fondations, 2013

⁷⁹ Sondage réalisé par la Fondation Bertelsmann, cité par le *Maecenata Institut*

⁸⁰ Les fonds et fondations en France de 2001 à 2010. Observatoire de la Fondation de France et Centre Français des Fondations
Observatoire de la Fondation de France / CERPhi – Avril 2015

avant tout au niveau des communautés autonomes (les grandes régions espagnoles), puis des autorités locales, plus que du gouvernement⁸¹.

Ailleurs, l'Etat occupe une place plus modeste, mais peut avoir joué un rôle essentiel, notamment par la constitution en fondations privées de ressources importantes d'un autre statut. En Suède, la part des pouvoirs publics est notable (16%) et le rôle déterminant de l'Etat s'est manifesté notamment par la mutation en fondations privées des fonds de pension suédois (*wageearners funds*) dans les années 1990, essentiellement pour soutenir la recherche et l'enseignement supérieur, confiant ainsi au secteur philanthropique un rôle essentiel dans le champ académique, qui se confirmera par la suite. Aujourd'hui, on considère que le soutien des fondations couvre 14% du budget total de la recherche en Suède, soit un tiers de plus qu'il y a dix ans.⁸² Si l'on considère les fondations suédoises soutenant la recherche et l'enseignement supérieur, la plus importante en termes d'actifs est la Fondation Wallenberg, fondation d'origine privée créée en 1917. Mais les cinq suivantes sont toutes d'origine publique, et pour quatre d'entre elles ont été créées en 1994 suite à la dissolution des fonds de pension.

Suivant la même tendance, on peut noter que la seconde plus grande fondation belge, le Fonds de la Recherche Scientifique (FNRS), est financée à 90% par des subventions publiques⁸³.

En Italie et en Allemagne, si les pouvoirs publics sont peu représentés (5 à 6% des fondateurs⁸⁴), la privatisation d'entreprises publiques comme les caisses d'épargne italiennes ou des groupes industriels publics allemands a contribué à la création de très larges fondations.

En France, l'Etat, les collectivités et les établissements publics représentent un total d'environ 10% des fondateurs, notamment suite à la création des statuts de fondations de coopération scientifique, partenariales et universitaires, pour lesquelles les subventions publiques représentent environ un quart des ressources⁸⁵. Créé plus récemment, le statut de fondation hospitalière s'inscrit également dans cette dynamique de partenariats public/privé au sein de structures philanthropiques.

⁸¹ *El Sector Fundacional en España: Atributos fundamentales (2008-2012)*, Asociación Española de Fundaciones et Instituto de Análisis Estratégico de Fundaciones.

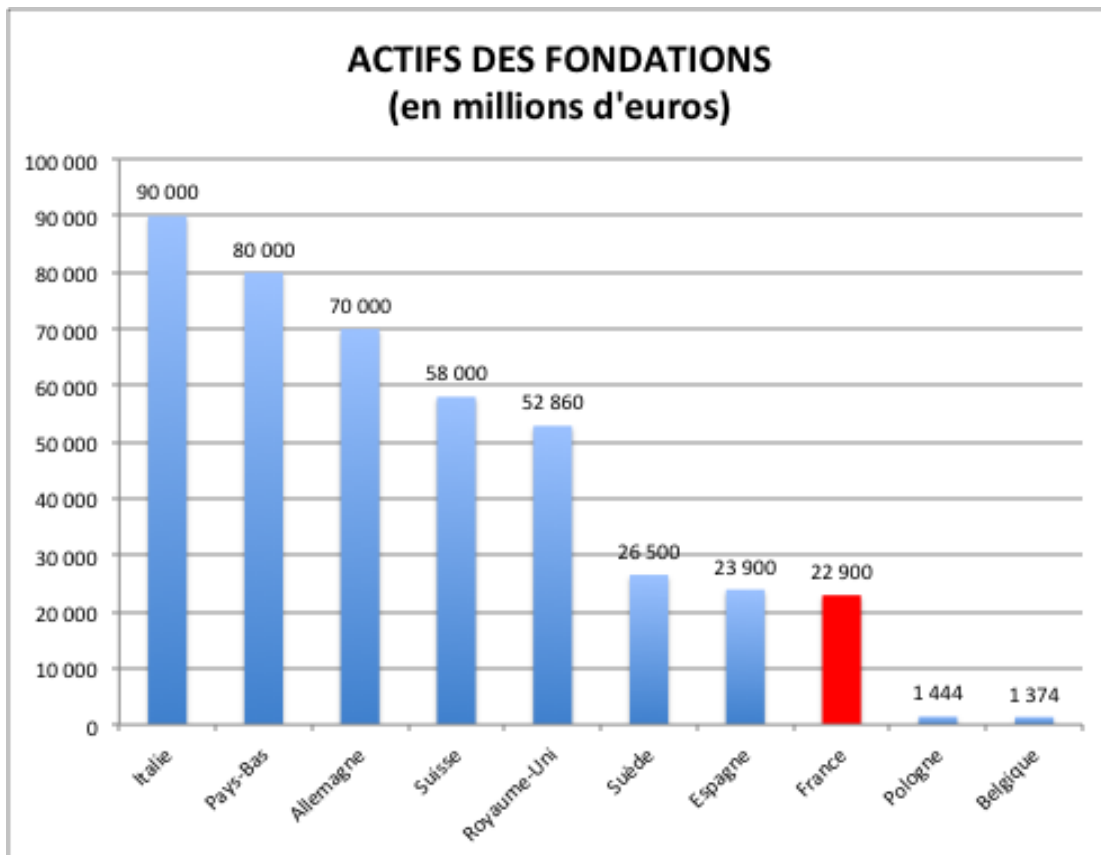
⁸² *Filantropi genom Stiftelser* (rapport du Filantropiskt Forum sur les fondations suédoises), 2012

⁸³ Les Fondations en Belgique, Réseau belge de Fondations (Nov 2014)

⁸⁴ *Foundations in the European Union, Facts and Figures*, European Foundation Center, 2008

⁸⁵ *Les fonds et fondations en France de 2001 à 2010*. Observatoire de la Fondation de France et Centre Français des Fondations
Observatoire de la Fondation de France / CERPhi – Avril 2015

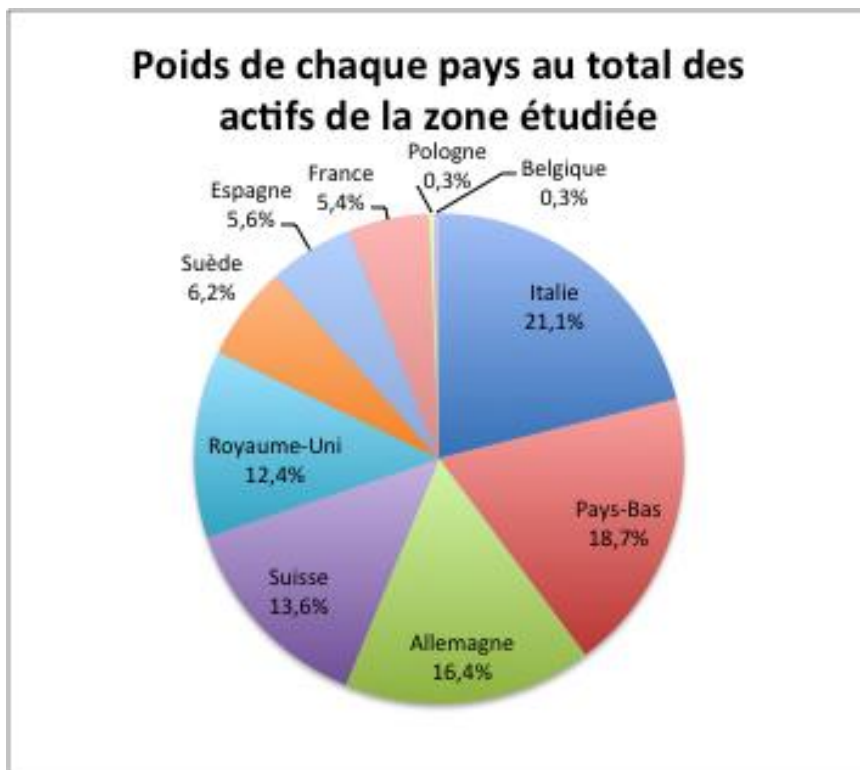
D/ Le capital des fondations : concentration et morcellement



(sources en annexe)

(note : pour la Belgique, le Royaume-Uni et la Suisse, il s'agit de données partielles⁸⁶)

⁸⁶ Le chiffre belge porte sur le patrimoine des 68 fondations ayant déclaré leurs actifs pour 2012, sachant que les 15 plus larges représentent déjà 1,1 milliard € sur les 1,4 milliards € des actifs de ces 68 fondations principales. (Les Fondations en Belgique, Novembre 2014, Réseau belge de Fondations). Pour le Royaume-Uni, il s'agit d'une donnée portant sur les 300 plus grandes fondations britanniques. La donnée suisse est une estimation minimale.



Où se trouve le patrimoine philanthropique européen ?

Les dix pays étudiés hébergent 427 milliards d'euros de capital affecté irrévocablement à la réalisation d'une mission d'intérêt général. (DAFNE estime à 433 milliards ce montant à l'échelle de l'Europe)

5 pays représentent à eux seuls 82% des actifs des fondations du périmètre.

L'Italie arrive en tête avec 90 milliards d'euros capitalisés à des fins philanthropiques, suivie des Pays-Bas et de l'Allemagne.

Bien que très nombreuses, les fondations suédoises et polonaises contribuent peu au poids économique de la philanthropie européenne.

Alors que la France est relativement bien positionnée pour la dotation moyenne par fondation, dans un groupe homogène où cette valeur se situe entre 3,5 et 4,5 millions d'euros (loin derrière l'Italie et Pays-Bas où les actifs moyens dépassent 10 millions d'euros), son poids financier absolu à l'échelle de l'Europe est très faible, en raison du petit nombre de fondations.

Il faut citer ici la plus large fondation britannique, le *Wellcome Trust*, qui avec 16,5 milliards d'euros d'actifs, domine non seulement le paysage britannique, mais aussi le paysage européen. Dédié à la recherche biomédicale, cette fondation est née de la fortune de Sir Henry Wellcome, grand nom de l'industrie pharmaceutique du début du XX^{ème} siècle.

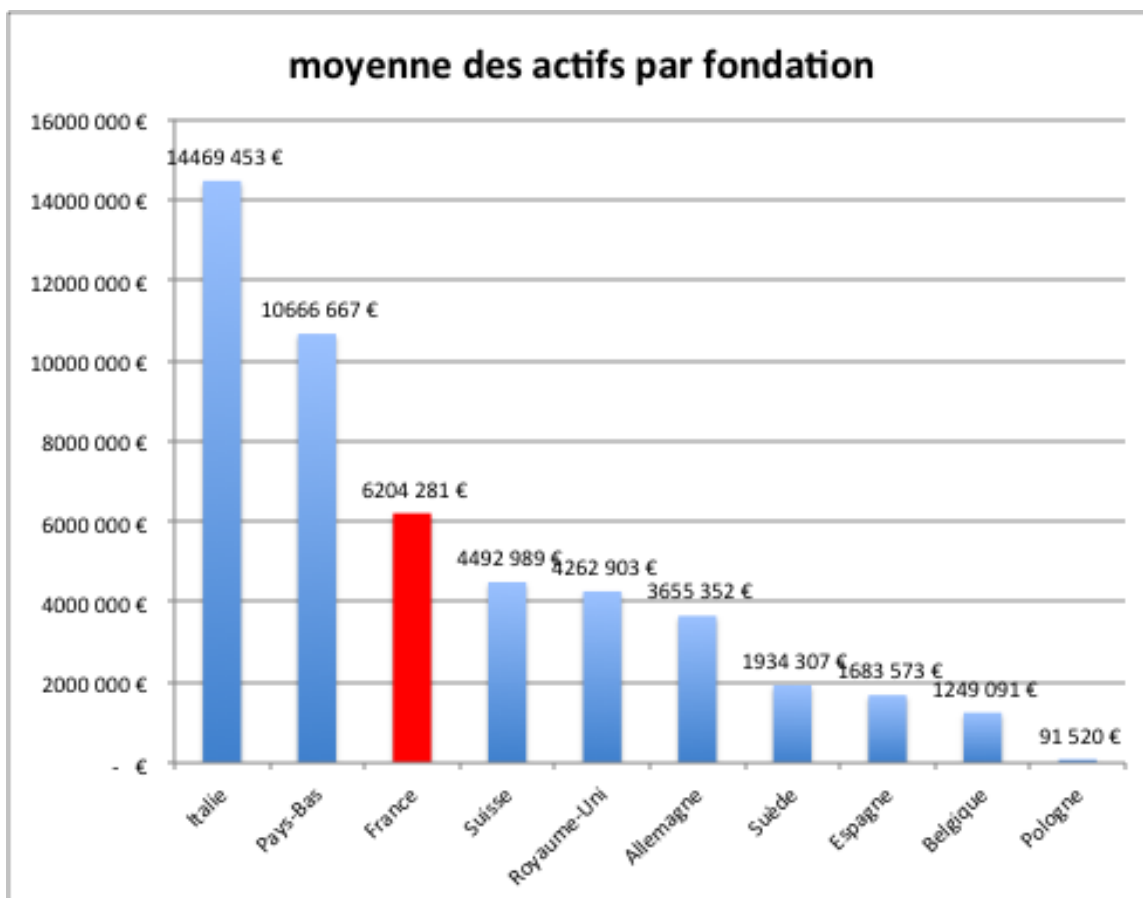
Dans les pays qui concentrent une part importante du capital des fondations d'Europe, on trouve de larges fondations créées dans des contextes particuliers comme les fondations de caisses d'épargne italiennes.

Les fondations italiennes, la plus grande concentration du capital philanthropique européen

En 1990, la loi Amato sur la privatisation des banques a profondément modifié le paysage des fondations italiennes. En séparant les activités traditionnelles de solidarité des caisses d'épargne de leurs activités de crédit, cette loi a conduit à la création de 88 fondations, qui bien qu'elles ne représentent aujourd'hui que 2% des fondations italiennes, concentrent, avec 41 milliards d'euros, près de la moitié des actifs du secteur dans ce pays et près d'un dixième du total des actifs philanthropiques européens

Réunissant plus de 21% des actifs des fondations d'Europe, l'Italie est le plus grand réservoir de capitaux philanthropiques d'Europe (90 milliards d'euros).

Précisons que ce capital se concentre dans la moitié Nord de l'Italie, où se trouvent plus de la moitié de ces fondations de caisses d'épargne et plus de 74% de leurs actifs. Grâce aux ressources générées par les revenus de leur capital, les fondations d'origine bancaire peuvent distribuer plus d'un milliard d'euros chaque année. Mais la portée de leur action étant le plus souvent limitée à leur région, les Italiens du Sud bénéficient très peu de cette large réserve philanthropique.



A l'échelle de l'Europe, la dotation moyenne par fondation s'élève à près de 5 millions d'euros, et les moyennes nationales s'échelonnent entre moins de 100 000 euros en Pologne et près de 15 millions d'euros en Italie.

Ces chiffres peuvent recouvrir des réalités très différentes, et des écarts de répartitions significatifs par tranche de montants d'actifs. Nous n'avons pas assez d'éléments pour l'ensemble des pays pour pouvoir entrer dans ce détail. Cependant, quelques éléments d'analyse peuvent apporter une perspective sur ces chiffres.

Le patrimoine philanthropique européen : concentration et morcellement

Le dynamisme du secteur des fondations en Europe se développe selon deux tendances : concentration et morcellement.

Dans de nombreux cas, un petit nombre de fondations se partage une très grande proportion des actifs du secteur, et un très grand nombre de petites et moyennes fondations constitue le reste du paysage philanthropique.

Le cas italien est manifeste. Le cas britannique est également éloquent : le *Wellcome Trust* à lui seul détient plus de 30% des actifs du secteur (16,5 milliards d'euros). Lorsque l'on ajoute le patrimoine des deux plus larges fondations suivantes, la *Garfield Weston Foundation* et la *Children's Investment Fund Foundation*, on atteint plus de 50% du secteur des fondations britanniques.

Mais on trouve également une très forte concentration des actifs en Belgique. Si près de soixante-dix fondations détiennent un capital de 1,4 milliard d'euros, les quinze principales à elles seules représentent 83% de ce total avec 1,1 milliard d'euros⁸⁷, la Fondation du Roi Baudouin arrivant largement en tête de classement avec plus de 415 millions d'euros de patrimoine (dont près de la moitié étant constituée des actifs des fondations créées sous son égide).

Le cas français illustre également cette tendance à la concentration, les cinquante fondations les plus larges détiennent plus de 60% du total des actifs du secteur.

L'autre versant de cette tendance est constitué par la grande fragmentation du reste des actifs au sein de petites fondations. En Allemagne par exemple, si la moyenne des actifs (3,7 millions d'euros) est tirée vers le haut par de très larges fondations, le secteur est dominé par des fondations dont la valeur des actifs se situe dans des tranches petite et moyenne : près des trois quarts des fondations allemandes ont une dotation inférieure à un million d'euros, et elles sont 28% à ne pas détenir plus de 100 000 euros.

L'Espagne présente le même morcellement philanthropique, seuls 54% des fondations y présentant une dotation supérieure à 30 000 euros.

Un rapport à la capitalisation philanthropique qui évolue

Le modèle de la fondation conçue comme un capital pérenne suffisamment conséquent pour que ses revenus seuls assurent le fonctionnement des programmes de la fondation ou son action de mécénat n'est pas un modèle unique : aujourd'hui en Europe, créer une fondation ne signifie pas systématiquement l'immobilisation d'une dotation.

En France, si le succès du statut de fonds de dotation s'explique notamment par l'absence ou la faiblesse du capital requis⁸⁸ et si la consomptibilité du capital fait maintenant partie de la palette des options de création d'une fondation, rappelons que la dotation minimale à apporter pour la constitution d'une fondation reconnue d'utilité publique s'élève en pratique à 1,5 millions d'euros (échelonnable sur 10 ans). Le montant plancher pour constituer une fondation est très variable selon les pays d'Europe⁸⁹. Alors qu'aux Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Pologne, les fondateurs peuvent créer un fonds sans qu'un

⁸⁷ Les Fondations en Belgique, Réseau belge de Fondations (Nov 2014)

⁸⁸ A la création du dispositif, aucune dotation n'était requise. Néanmoins la loi sur l'économie sociale et solidaire de juillet 2014 a été assortie d'un décret portant la dotation minimum du fonds de dotation à 15 000€.

⁸⁹ [Legal and fiscal country profiles](#), *European Foundation Center*

capital initial soit requis, le montant plancher se situe à moins de 50 000 euros en Belgique, Espagne, Suisse et Allemagne, et il s'élève en Italie à 100 000 euros.

On peut trouver ici un facteur éclairant certains écarts. Dans des pays comme la Pologne et la Suède, l'absence d'un capital initial requis pourrait contribuer à expliquer le grand nombre de fondations, corrélé à une faible dotation moyenne par fondation. A l'inverse, en Italie et en France, le paysage philanthropique est plus clairsemé mais les fondations détiennent un capital moyen plus important.

En Pologne, le récent développement du secteur ne s'est pas fait en suivant l'archétype de la fondation avec dotation : plus de 80% des fondations polonaises n'ont pas de dotation. Les ressources du secteur corroborent le modèle de fondation de flux, les moyens financiers des fondations polonaises provenant majoritairement de sources extérieures : dons et subventions atteignent 65% du total de leurs ressources, alors que les revenus du capital des fondations ne couvrent que 1,5% de leur budget. A titre de comparaison, les revenus du capital investi représentent 42% des ressources du secteur des fondations britanniques⁹⁰ et 30% du budget des fondations allemandes⁹¹ mais seulement 6% de celui des fondations françaises⁹². Si les chiffres britanniques et allemands indiquent une certaine permanence du modèle de fondation pérenne, la situation française, elle, est marquée par le poids des fondations reconnues d'utilité publique oeuvrant dans le domaine sanitaire et social, opérant leurs propres programmes et dont près de la moitié des revenus proviennent de "prix de journées". Si elles ne représentent que 16% des fondations françaises, celles-ci pèsent pour 88% du budget du secteur. Autre exemple, les revenus du capital des fondations espagnoles représentent un peu plus de 10% de leurs ressources annuelles.

Capital consommable, fondations de flux sans dotation initiale, succès des *community foundations* (fondations de territoire tournées vers la collecte locale), multiplication des petites fondations, sont autant d'éléments qui modèlent le paysage philanthropique européen actuel. Les jeunes fondations d'Europe sont dynamiques et se définissent parfois davantage par leurs actions que par leur patrimoine, le revers de ce dynamisme étant peut-être une plus grande fragilité des fondations face aux aléas économiques et financiers et une plus grande dépendance vis-à-vis de sources externes de revenus. En Espagne, par exemple, les microfondations (dont le budget est inférieur à 30 000 euros) ont été fortement touchées par la crise et ont vu leur place dans le secteur se réduire considérablement entre 2008 et 2012⁹³.

Un patrimoine immobilisé mais actif : l'investissement socialement responsable

En Europe se développe comme aux Etats-Unis un intérêt grandissant pour *l'investissement lié à la mission* (*mission related investing*), qui consiste à choisir une stratégie de placement financier conforme à la mission sociale de la fondation. La moitié des fondations suisses se penchent sur la question⁹⁴, les fondations britanniques envisagent différentes formes d'investissement responsable⁹⁵, et un groupe de travail réunissant fondations et parties prenantes se consacre à ce sujet au sein du Centre Européen des Fondations (*EFC Social Investment Group*). Bien que l'impact social de ces stratégies d'investissement soit aujourd'hui difficile à mesurer précisément, elles font du patrimoine philanthropique européen un considérable réservoir mobilisable pour intensifier l'action des fondations pour le bien social.

⁹⁰ Chiffres 2012/2013. Giving Trends, Top 300 Foundations, 2014 Report, (Association of Charitable Foundations).

⁹¹ *Alliance magazine*, février 2013, sur la base d'informations fournies par l'Association allemande des fondations.

⁹² Les fonds et fondations en France de 2001 à 2010. Observatoire de la Fondation de France et Centre Français des Fondations

⁹³ *El Sector Fundacional en España: Atributos fundamentales (2008-2012)*, Asociación Española de Fundaciones et Instituto de Análisis Estratégico de Fundaciones.

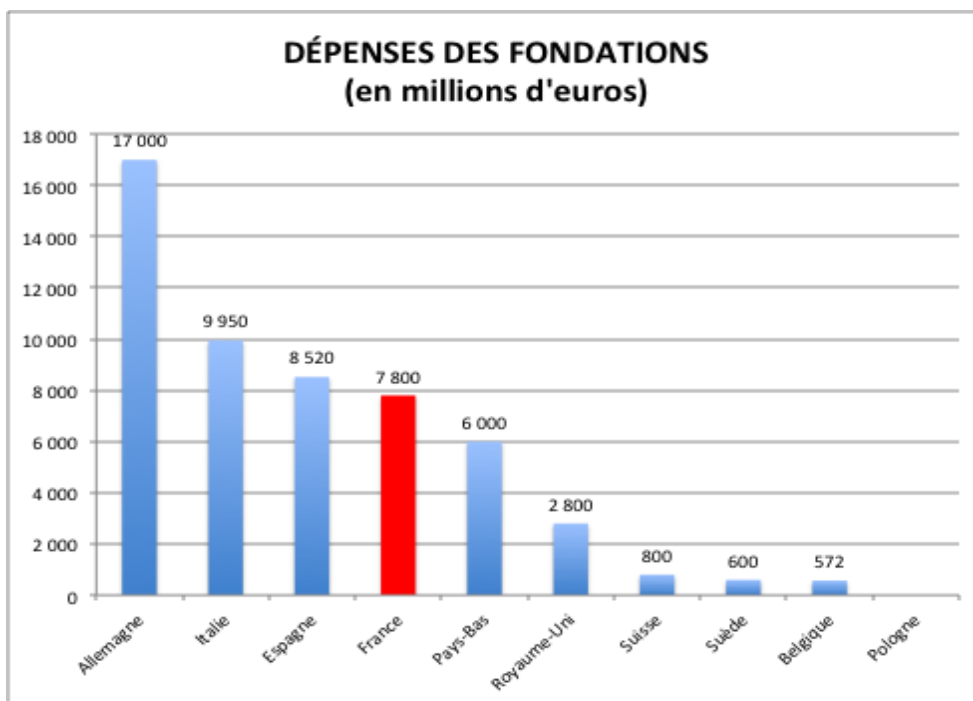
⁹⁴ *Rapport sur les fondations en Suisse 2013*, CEPS-SwissFoundations

⁹⁵ Chiffres 2012/2013. Giving Trends, Top 300 Foundations, 2014 Report, (Association of Charitable Foundations).

E/ Dépenses : la vitalité des fondations européennes

Le budget des fondations des neufs pays pour lesquels l'information est disponible est estimé à plus de 54 milliards d'euros. Ce volume d'activité est légèrement supérieur à celui des fondations américaines qui ont dépensé en 2013 l'équivalent de 53,5 milliards d'euros. Si dans le champ des dons des particuliers l'Europe semble très en retard sur son voisin américain, l'envergure du secteur des fondations d'Europe est tout à fait comparable à celle du secteur philanthropique américain, à la fois en valeur brute, mais aussi en valeur relative (0,45% du PIB).

Les dépenses engagées par les fondations donnent la mesure de leur activité philanthropique mais elles peuvent recouvrir des modes d'intervention très variés. Certaines fondations ont un rôle de bailleur, distribuant des subventions, prix ou bourses et procurent ainsi des ressources essentielles au secteur caritatif. D'autres interviennent directement en gérant leurs propres programmes d'action au service de la société. Les domaines d'intervention des fondations sont également extrêmement variés et donnent des indications sur le rôle confié ou acquis par les fondations et sur la conception de la philanthropie qui prévaut dans un pays donné, à l'instar des choix de causes opérés par les donateurs, qui peuvent varier fortement d'un pays à l'autre.



Note : pour la Belgique, il s'agit de données portant sur l'année 2006⁹⁶. Pour le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse, il s'agit de données partielles⁹⁷. Sources en annexe.

⁹⁶ Fondations en Belgique. Profil du secteur, Fondation du Roi Baudouin, 2008

⁹⁷ Pour le Royaume-Uni, il s'agit d'une donnée portant sur les 300 plus grandes fondations britanniques, qui représenteraient 90% du volume de mécénat du secteur. La donnée suisse est une estimation minimale, et le chiffre suédois porte sur des données partielles.



NB : absence de données pour la Pologne.

Les fondations allemandes, qui sont les plus nombreuses d'Europe, représentent près d'un tiers de l'activité des fondations européennes

En volume d'activité, les fondations allemandes arrivent largement en tête des pays européens, avec un total de 17 milliards d'euros, ce qui représente près du double des dépenses des fondations du pays suivant, à savoir l'Italie.

Quatre pays contribuent ensuite chacun pour un volume allant de 6 milliards à 10 milliards d'euros : l'Italie, suivie de l'Espagne puis de la France et enfin des Pays-Bas. Avec 2,8 milliards d'euros de dépenses, le secteur philanthropique britannique occupe une place relativement faible à l'échelle européenne, suivi de l'ensemble des fondations suisses, suédoises et belges.

Peu nombreuses, les fondations françaises sont parmi les plus actives d'Europe

Les fondations françaises contribuent pour 1/7ème du total des dépenses des fondations d'Europe, confirmant leur poids économique relativement élevé compte tenu de leur faible nombre. La France arrive en effet en tête du classement des dépenses annuelles moyennes par fondation, avec un budget moyen de plus de 2 millions d'euros par an. A l'inverse, on retrouve en bas de classement la Suède et la Suisse, qui comptent les réseaux philanthropiques les plus denses d'Europe, mais des dépenses moyennes les plus basses.

Entre Suisse et Allemagne : quel est le pays des fondations ?

La Suisse ne se démarque pas au niveau européen par les indicateurs du don : si la part de sa population donatrice est importante, les montants de la générosité rapportés au PIB du pays ne sont pas très élevés, surtout lorsque l'on considère la faible pression fiscale qui pèse sur les contribuables.

En revanche, avec une fondation pour 620 habitants, soit plus de 16 fondations pour 10 000 habitants, la Suisse abrite le réseau de fondations le plus dense d'Europe, cette concentration pouvant s'accroître dans certains cantons (canton de Bâle-Ville : 47 fondations pour 10 000 habitants)⁹⁸.

Mais si l'on s'attache à l'activité de ces fondations et à leur poids économique, la Suisse se retrouve en bas de classement, avec une faible moyenne de dépenses par fondation.

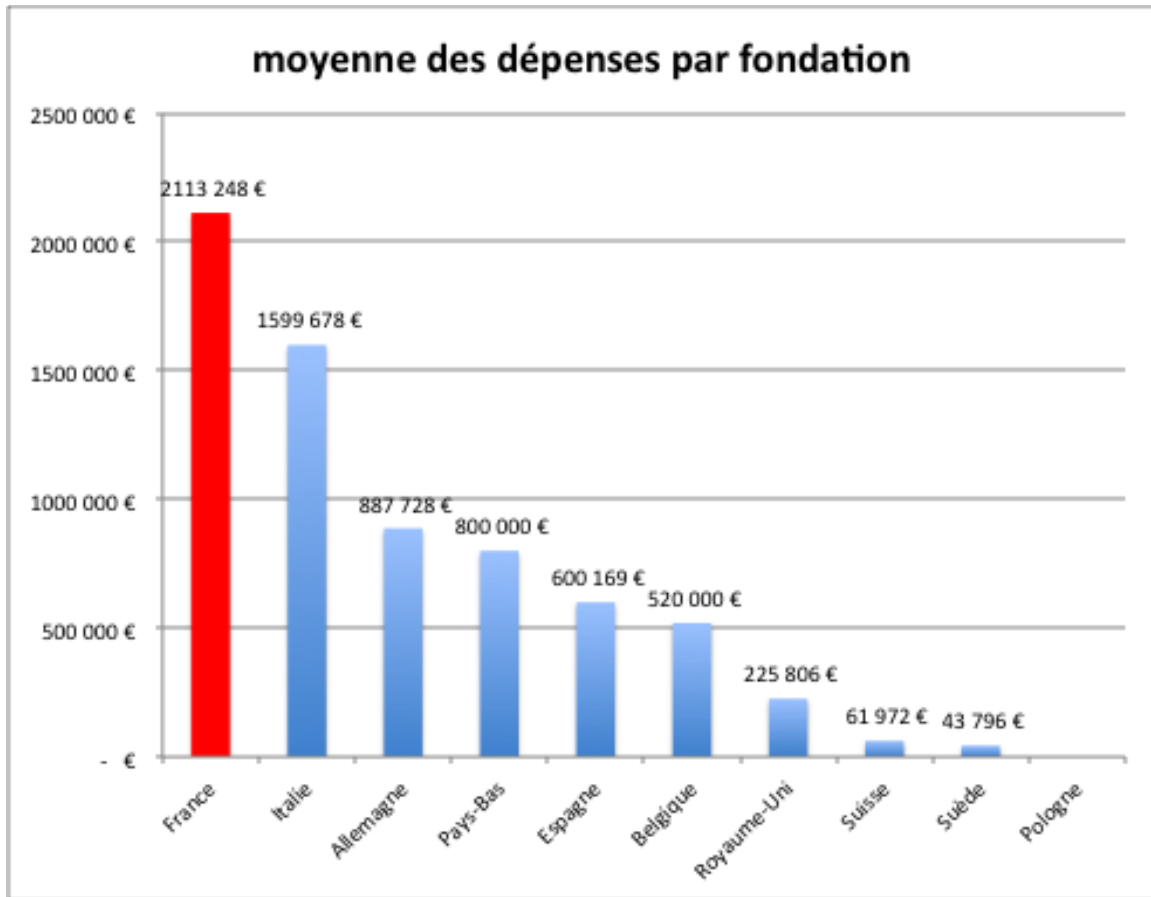
Ce paysage philanthropique suisse offre un visage opposé à la situation française : la France, qui présente la plus faible concentration de fondations en Europe, arrive en tête du classement des dépenses annuelles moyennes par fondation, avec un budget moyen de plus de 2 millions d'euros par an.⁹⁹

Si la Suisse abrite près de 14% des actifs des fondations en Europe, elle ne contribue qu'à hauteur de 2% des dépenses des fondations européennes.

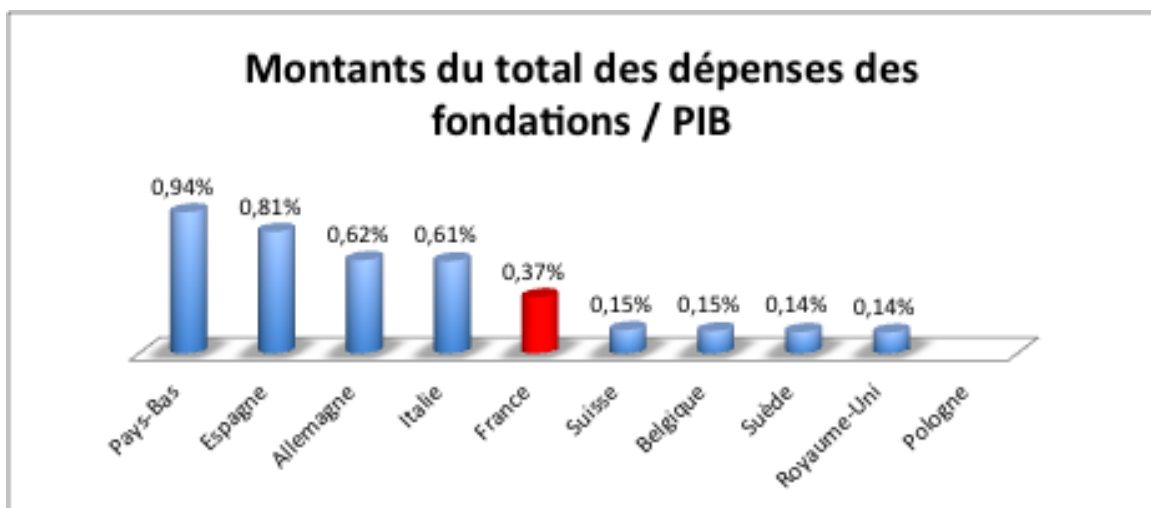
Le titre de pays des fondations pourrait alors revenir plutôt à l'Allemagne, dont les fondations sont les plus nombreuses d'Europe et apportent, avec 17 milliards d'euros, la plus forte contribution pour un pays (près d'1/3) au total du budget des fondations en Europe (54 milliards d'euros). En Allemagne, certaines grandes fondations ont bénéficié de la prospérité économique de la seconde moitié du XXe siècle et d'un conséquent transfert de richesses, et d'autres, notamment les grandes fondations d'entreprises, ont été créées sur une injonction de l'Etat dans le contexte particulier de l'après-guerre. A titre d'exemple, la fondation allemande la plus importante en termes d'actifs est la Fondation Robert Bosch (5 milliards d'euros d'actifs), et celle qui attribue le plus grand volume de subventions est la Fondation Volkswagen (119 millions d'euros de subventions par an).

⁹⁸ Rapport sur les fondations en Suisse 2013, CEPS-SwissFoundations

⁹⁹ En Allemagne, les dépenses annuelles moyennes par fondation s'élèvent à près de 887 000 euros, et en Suisse ce montant est inférieur à 62 000 euros.



En rapportant le volume des dépenses des fondations au PIB des différents pays, nous pouvons mesurer, comme nous l'avons fait pour les dons des particuliers, l'ampleur relative de la philanthropie à l'échelle du pays.



Europe rhénane et Europe du Sud : l'important poids des fondations

Les pays où l'activité philanthropique représente le poids le plus important en comparaison de leur PIB sont les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie, qui occupaient déjà des rangs élevés en poids relatif du total des dons des particuliers, et l'Espagne, où la générosité des particuliers est en revanche basse.

La France, dont le volume des dépenses de fondations s'élève à 0,37% du PIB occupe une place moyenne dans ce tableau, assez loin derrière les quatre pays de tête mais devant franchement les quatre pays suivants, qui présentent tous une valeur proche de 0,15% : Suisse, Belgique, Suède et Royaume-Uni.

Bien que plus faible que la valeur moyenne pour l'ensemble des fondations européennes (0,45%), le secteur des fondations françaises présente une activité honorable, alors qu'il est le plus épars d'Europe.

Il est à noter que le Royaume-Uni, qui se démarque comme le pays du don, n'est pas celui des fondations quand on le compare à ses voisins, la part des dépenses de ses fondations relativement au PIB étant l'une des plus basses du périmètre. En mettant en perspective le poids relatif de la générosité privée et de l'activité des fondations, on note une similarité entre les paysages philanthropiques britanniques et américains : celle d'une philanthropie nettement dominée par la générosité des individus plutôt que par l'œuvre des fondations. Dans l'ensemble des autres pays d'Europe, le poids de l'activité des fondations est à l'inverse bien plus important que celui des dons de particuliers à l'échelle de l'économie nationale.

Santé et action sociale, priorités des fondations en Europe

Nous avons vu que les secteurs choisis en priorité par les donateurs individuels européens étaient la religion, la solidarité nationale et l'aide internationale.

En montants totaux alloués, ce sont les problématiques de santé et d'aide sociale qui mobilisent le plus les fondations en Europe¹⁰⁰, la France étant le pays où cette mobilisation est la plus forte. En consacrant une part importante et croissante de leurs dépenses à l'aide sociale (32%) et en allouant 47% de leur volume d'activité à la prise en charge de questions de santé¹⁰¹, les fondations françaises suivent la même ligne que les donateurs français qui affectent 37% de leurs dons à des projets d'aide sociale : en France, philanthropie rime avec solidarité.

Les questions sociales sont également prioritaires pour les fondations d'Allemagne (29% de leur budget)¹⁰², de Pologne, d'Italie, de Belgique (avec 23% des montants consacrés à l'aide à l'emploi)¹⁰³.

Si les fondations hollandaises consacrent une part très importante de leur activité au domaine social (31%), la particularité des Pays-Bas tient dans le fait que l'aide internationale arrive en tête et représente 45% de leur activité¹⁰⁴.

A noter, les pays dans lesquels la promotion de la recherche scientifique est largement prise en charge par le secteur philanthropique. En Suède, les fondations y consacrent près de la moitié de leur budget total (48%)¹⁰⁵, signe que la philanthropie suédoise ne vient pas se placer en substitut de l'action publique – qui garde la charge des questions sociales – mais bien plutôt en complément de celle-ci, dans un domaine où les fonds privés et la souplesse des procédures peuvent susciter fortement l'innovation. Nous avons expliqué le rôle décisif de l'Etat suédois dans la création de très larges fondations dédiées à ce secteur

¹⁰⁰ *Foundations in the European Union, Facts and Figures*, European Foundation Center, 2008

¹⁰¹ *Foundations in the European Union, Facts and Figures*, European Foundation Center, 2008

¹⁰² Association des fondations allemandes

¹⁰³ *Les fondations en Belgique*, Réseau belge des fondations, novembre 2014

¹⁰⁴ *Foundations in the European Union, Facts and Figures*, European Foundation Center, 2008

¹⁰⁵ *Foundations in the European Union, Facts and Figures*, European Foundation Center, 2008

dans les années 1990. Mais d'importantes fondations d'origine privée sont venues compléter cet effort dans les dernières décennies. Parmi les plus récentes, la fondation familiale du fondateur d'IKEA, Ingvar Kamrad, dotée de plus de 100 millions d'euros¹⁰⁶.

En Espagne également, le secteur de la recherche et de l'éducation arrive en tête.

Les fondations suisses démontrent elles aussi un intérêt croissant pour le secteur scientifique. Le nombre de fondations qui se consacrent à une mission de promotion de la science (près de 19% d'entre elles), augmente plus rapidement que le nombre des fondations suisses en général¹⁰⁷, et on peut signaler l'initiative récente de la banque UBS qui en 2012 s'est dotée d'une fondation visant à soutenir la recherche en économie à l'Université de Zürich, grâce à un capital de plus de 82 millions d'euros.

Au Royaume-Uni, les dépenses du *Wellcome Trust*, consacrées à la santé et à la recherche biomédicale, s'élèvent à 634 millions d'euros et représentent un cinquième du total des dépenses des fondations britanniques¹⁰⁸.

La forte concentration du poids économique constaté au niveau des actifs des fondations est reflétée par la concentration de leurs dépenses. L'exemple du Royaume-Uni est manifeste : vingt fondations concentrent la moitié des dépenses totales des fondations, alors qu'à leurs côtés, il faut combiner les actions de 87% des fondations pour couvrir un tiers du volume d'activité du secteur.

Ainsi, si les grandes tendances représentent souvent les activités des fondations majeures de chaque pays, une multitude de fondations se consacrent à des missions d'intérêt général variées, reflétant les inclinations et préférences de leurs fondateurs. Lorsque l'on s'attache au nombre de fondations se consacrant à tel ou tel domaine (et non aux montants versés), on voit notamment que l'art et la culture mobilisent un très grand nombre de fondations dans plusieurs pays comme la Belgique ou la France, où les fondations se destinant à des activités d'ordre culturelle sont aussi nombreuses que celles agissant pour le bien social (alors que l'art et la culture ne représentent que 5% des dépenses totales des fondations, contre 32% pour l'aide aux personnes vulnérables).

Précisons enfin que la nature des dépenses peut varier fortement selon le profil des fondations : en France, 70% des fondations agissent par le biais de la distribution de subventions, tandis qu'en Espagne, les trois quarts des fondations opèrent leurs propres programmes.

La grande vitalité des fondations européennes

Le poids économique du secteur philanthropique peut être mesuré selon l'angle des actifs – le capital immobilisé et consacré irrévocablement à une mission d'intérêt général – ou selon l'angle de des dépenses, le volume de son activité.

Si l'on compare le secteur américain avec le secteur européen, on voit que les Américains consacrent une part beaucoup plus importante de leurs richesses à des projets d'ordre philanthropique, les actifs des fondations américaines s'élevant à environ 620 milliards d'euros¹⁰⁹, contre 433 milliards d'euros pour les fondations européennes¹¹⁰. Cependant, le volume d'activité des fondations de seulement neuf pays concernés par cette étude¹¹¹ dépasse celui des fondations américaines : 53,5 milliards d'euros pour les Etats-Unis, contre 54 milliards d'euros pour 9 pays européens (sachant que ce total est sous-évalué, car parfois basé sur des données partielles). On peut donc affirmer que les fondations européennes sont plus dynamiques que leurs homologues américaines. Pour 100 euros immobilisés à des fins philanthropiques

¹⁰⁶ *Filantropi genom Stiftelser* (rapport du Filantropiskt Forum sur les fondations suédoises), 2012

¹⁰⁷ *2013 Report on Swiss Foundations*, Centre for Philanthropy Studies (CEPS) and Zentrum für Stiftungsrecht, SwissFoundations, 2013

¹⁰⁸ Giving Trends, Top 300 Foundations, 2014 Report, (Association of Charitable Foundations).

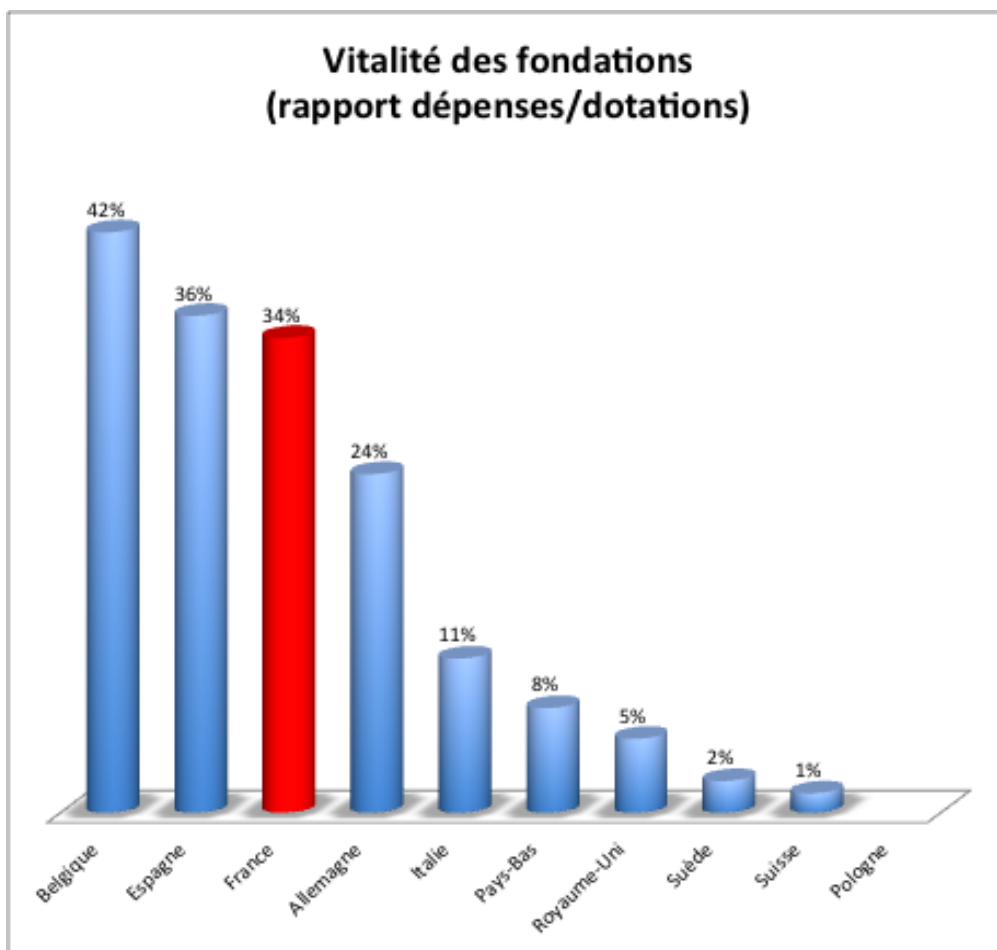
¹⁰⁹ Chiffres 2013. Foundation Center.

¹¹⁰ DAFNE, estimation portant sur 13 pays.

¹¹¹ En l'absence de données pour la Pologne.

aux Etats-Unis, ce sont 9 euros qui sont dépensés, tandis qu'en Europe, pour 100 euros immobilisés, ce sont en moyenne 13 euros qui sont dépensés.

Le faible dynamisme des fondations américaines peut s'expliquer par la large prépondérance des fondations de type *Independent Foundations*, créées par des individus ou des familles. Composant plus de 90% du paysage des fondations américaines, celles-ci ont un rapport dépenses/actifs beaucoup plus bas que les autres catégories de fondations (notamment les fondations d'entreprises qui dépensent l'équivalent de 24% de leurs actifs). Avant tout issues d'une démarche de capitalisation des richesses personnelles et familiales, les fondations américaines dépensent ainsi une part relativement faible de leurs actifs, part qui serait certainement encore plus maigre si ces *Independent foundations* n'étaient pas tenues par la loi¹¹² de dépenser un minimum de 5% de leur capital chaque année. (L'indice de vitalité des *Independent Foundations* s'élève à 6%, ce qui montre qu'elles respectent le plancher imposé par la loi mais ne font pas d'effort philanthropique supplémentaire important). Peu tournées vers la collecte de fonds, les fondations américaines se placent donc davantage dans un modèle financier de stock que de flux.



En calculant ce ratio pour les pays européens, on se rend compte que la moitié des pays présentent un indice de vitalité philanthropique plus élevé que celui des Etats-Unis. Quatre pays se démarquent plus particulièrement : la Belgique, l'Espagne, la France et l'Allemagne. Avec un ratio dépenses/actifs de 34%,

¹¹² *The Tax Reform Act, 1969*

la France apparaît comme l'un des pays à la philanthropie la plus dynamique, une vitalité près de quatre fois plus élevée que celle des fondations américaines (8,6%).

Dans les pays où la moyenne des actifs par fondations est la plus haute (Italie et Pays-Bas), cet important réservoir philanthropique semble tirer l'indice de vitalité vers le bas, les plaçant en dessous de la moyenne. Tandis que les pays dont les fondations détiennent comparativement peu d'actifs, comme la Belgique et l'Espagne, ont des secteurs très dynamiques.

Le très bon taux de vitalité français semble lui davantage lié à la très haute moyenne de dépenses par fondation (premier rang européen).

Ce dynamisme philanthropique européen s'explique notamment par la variété des modèles de fondation et de manières de concevoir le patrimoine philanthropique. La vitalité des fondations peut être encouragée par l'Etat, à travers l'introduction de nouveaux statuts juridiques, l'absence de dotation initiale requise, ou encore un encouragement à la dépense (les fondations espagnoles sont tenues de dépenser 70% de leurs ressources annuelles nettes).

Les fondations européennes, jeunes et actives, se définissent avant tout par leurs actions plutôt que par leur patrimoine.

Ce dynamisme peut être inhérent à la nature des jeunes fondations européennes, mais il est peut-être rendu nécessaire par la forte demande sociale et la difficulté des pouvoirs publics à y répondre. Pour illustrer cet effort philanthropique que les fondations elles-mêmes s'imposent pour mener à bien leur rôle, les cas britanniques et espagnols : les dépenses des fondations augmentent alors même que les ressources diminuent (les ressources ayant même été inférieures aux dépenses au Royaume-Uni, pour la première fois en 2012).

En période de difficulté financière, où les revenus du patrimoine sont particulièrement bas et impliquent un ralentissement des activités des fondations de type pérenne, la souplesse du modèle de fondation de flux ou à capital consommable permet de disposer de ressources immédiatement utilisables. S'appuyant alors sur des ressources extérieures, qu'elles soient publiques ou privées, et non seulement sur le patrimoine apporté par un individu seul ou une famille, les fondations mobilisent un nombre croissant d'acteurs autour de projets d'intérêt général, contribuant à un déploiement plus large de la culture philanthropique.

ANNEXE : SOURCES

	Dons et donateurs		
	% Population donatrice	Don moyen	Total des dons
ALLEMAGNE	Chiffres 2012. Der Deutsche Spendenrat eV (collectif des organisations de collecte) (étude confiée à l'organisme GFK) (chiffres extrapolés chaque année à partir d'un sondage mensuel portant sur 10.000 donateurs âgé de plus de 10 ans, inclut les dons aux associations et à l'Eglise. Exclut les legs, donations, lancement des fondations, et les dons supérieurs à 2.500 euros) Chiffres publiés en 2013 pour l'année 2012. Le don moyen est calculé par nous en multipliant par le montant du geste de don par la fréquence annuelle.		
BELGIQUE	Chiffre 2012. World Giving Index (Charities Aid Foundation) : déclaratif, sondage Gallup's World View World Poll, auprès de 1.000 personnes âgées de 15 ans et plus dans 148 pays.	Chiffres 2012. Etude « Indicateurs de la générosité des Belges » par l'Institut de Développement Durable, publiée en 2014. Se basent pour l'essentiel sur les statistiques des libéralités fiscales publiées par le SPF Finances. (Don minimum déductible 40€/an/association)	
ESPAGNE	Chiffres 2012. Giving Spain 2014 : Publié par l'association espagnole de fundraising, avec le cabinet Salvetti & Llobart qui récolte des données tous les deux ans depuis 2004 (enquête 1.900+ particuliers donateurs et non-donateurs. 18 Ans et +)		
FRANCE	Chiffres 2012. Baromètre de la Confiance. Enquête Comité de la Charte/TNS. (1052 personnes, 18 ans et +)	Chiffres 2012. Baromètre de la générosité. France Générosités-Cerphi. Résultats basés sur les données du Ministère de l'Economie et des finances (revenus déclarés pour 2012)	
ITALIE	Source ASSIF (association italienne des fundraisers) (pas d'information précise sur la méthode de collecte de ces données)		
PAYS-BAS	Chiffres 2011. Giving in the Netherlands. Publié en 2013. Enquête menée tous les 2 ans par la Chair de Philanthropie de l'Université d'Amsterdam. Enquête auprès de 1500 personnes.		
POLOGNE	Chiffre 2012. Fourni par l'association Klon/Jawor, qui réalise un sondage annuel avec l'Institut Millward Brown.		
ROYAUME-UNI	Chiffres 2011/2012. UK Giving 2012 (Charities Aid Foundation/NCVO). Enquête menée auprès de 3.300 personnes de 16 ans et + (réparties en 3 vagues annuelles) par l'institut ONS.		
SUÈDE	Chiffres 2012. FRIL Sweden, Swedish Fundraising Council. Mais ne tiennent compte que des 400 (environ) organismes collecteurs possédant un 90-account, ce qui exclut : universités, musées et hôpitaux, pour lesquels les données ne sont pas disponibles. Les données sont issues des comptes de ces organismes, placés sous le contrôle du FRIL.		
SUISSE	Chiffre 2012. Spendenmonitor (moniteur des dons). Enquête annuelle menée par GFS-Zürich, 1540 personnes, 18 ans et +. Chiffres : pourcentage de la population donatrice et don moyen par foyer.	Chiffres 2012, basés sur les données réelles des statistiques de la Fondation Zewo. Calcul fait à partir de ZEW STATISTIQUES ANNÉE 2012, en extrapolant à l'ensemble du secteur (chiffre global lui-même estimé par Zewo) la part des dons et cotisations constatés dans les organismes titulaires	

		du label Zewo (environ 2/3 de la collecte).
--	--	---

Fondations (lorsque la source n'est pas DAFNE ou lorsque les données DAFNE sont partielles)			
	Nombre	Total Dépenses	Total actifs
ALLEMAGNE	2013	2012	2012
BELGIQUE	2013	2006 (Rapport Fondations en Belgique. Profil du secteur. Fondation du Roi Baudouin, 2008)	2012 = actifs des 68 fondations ayant déclaré leurs actifs, sachant que les 15 plus larges représentent déjà 1,1 milliard € sur les 1,4 milliards € des actifs des 68 les plus larges) (Les Fondations en Belgique, Nov 2014, Réseau belge de Fondations)
ESPAGNE	2013	2012	2012
FRANCE	2013 : Chiffres Observatoire de la Fondation de France – Centre Français des Fondations		
ITALIE	2011	2011	2011
PAYS-BAS	2013	2013	2013
POLOGNE	2014	-	2012
ROYAUME-UNI	2013	2013 (chiffre basé sur les 300 plus grandes fondations)	2013 (chiffre basé sur les 300 plus grandes fondations)
SUÈDE	2012	2012 (données partielles)	2012
SUISSE	2013	Estimation minimale (2013)	Estimation minimale (2013)

Remerciements :

Belgique :

Diletta Brignoli – coordinatrice, Réseau Belge des Fondations

Italie :

Enrico Montefiori, Coordinamento Attività Istituzionali, Association italienne des fondations

Andrea Caracciolo di Feroletto, Scuola Di Roma Fundraising

Pologne :

Beata Charycka, Klon/Jawor

Katarzyna Grzys, Polskie Stowarzyszenie Fundraisingu, association polonaise de fundraising

Suzette de Boer, directrice, FIN, réseau des fondations néerlandaises

Suède :

Maria Ros Jernberg, Secrétaire Générale, FRII – Frivilligorganisationernas Insamlingsråd, Swedish Fundraising Council

Royaume-Uni :

Deborah Fairclough, Head Of Research, Communications and Research, Charities Aid Foundation

Etats-Unis :

David Wolcheck et Larry McGill, Foundation Center, USA.

Observatoire de la Fondation de France / CERPhi – Avril 2015